

# RAPPORT SUR LA POLITIQUE MONETAIRE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2023

Septembre 2023

## Table des matières

Liste des graphiques .....	4
<b>COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DU 22 SEPTEMBRE 2023</b> .....	6
Résumé analytique .....	8
<b>1. Environnement International</b> .....	11
<b>1.1. Activité économique mondiale</b> .....	11
<b>1.2. Matières premières et inflation</b> .....	12
1.2.1. Matières Premières .....	12
1.2.2. Inflation .....	14
<b>1.3. Politiques monétaires</b> .....	16
<b>1.4. Marchés financiers et de change</b> .....	17
1.4.1. Marché de change.....	17
1.4.2. Marché financier .....	18
<b>2. Environnement national</b> .....	20
<b>2.1. Croissance économique</b> .....	20
2.1.1. Demande globale .....	20
2.1.2. Marché de l'emploi.....	22
<b>2.2. Activité économique</b> .....	22
2.2.1. Production industrielle.....	22
<b>2.3. Secteur monétaire et financier</b> .....	24
2.3.1. Masse monétaire .....	24
2.3.2. Conditions monétaires.....	27
2.3.3. Marché des Bons du trésor.....	29
2.3.4. Marché des changes.....	29
2.3.5. Evolution des activités bancaires .....	31
2.3.6. Stabilité financière .....	33
<b>2.4. Secteur des finances publiques</b> .....	34
2.4.1. Recettes.....	34
2.4.2. Dépenses publiques .....	36
2.4.3. Soldes budgétaires et financement.....	38
<b>2.5. Secteur extérieur</b> .....	39
2.5.1. Exportations .....	39
2.5.2. Importations .....	41
<b>3. Inflation et perspectives macroéconomiques</b> .....	44
<b>3.1. Analyse de l'inflation</b> .....	44
3.1.1. Inflation globale.....	44
3.1.2. Inflation sous-jacente.....	47

3.1.3.	Indice des prix des produits frais et énergétiques .....	48
<b>3.2.</b>	<b>Perspectives macroéconomiques</b> .....	50
3.2.1.	Prévision macroéconomique de scénario de base .....	50
3.2.2.	Scénarii alternatifs : augmentation de la masse monétaire.....	53
3.2.3.	Comparaison entre le taux directeur et le taux simulé à partir du scénario de base.....	53
3.2.4.	Risques et effets d'atténuation sur les perspectives de l'inflation.....	54
<b>Annexes</b>	.....	56

## Liste des graphiques

Graphique 1 : Croissance économique dans les économies avancées .....	11
Graphique 2 : Evolution de l'indice des matières premières.....	12
Graphique 3 : Evolution du prix du pétrole brut (USD/baril).....	13
Graphique 4 : Evolution de l'inflation (en %) .....	15
Graphique 5 : Evolution du taux directeur des principales économies avancées .....	16
Graphique 6 : Taux de changes des principales devises.....	18
Graphique 7 : Evolution des indices boursiers .....	19
Graphique 8 : Contribution des composantes à la formation du PIB réel (en %) .....	20
Graphique 9 : Contribution des composantes à la formation de la demande intérieure (en %).....	21
Graphique 10 : Evolution de la production de bauxite (en millions de tonnes) .....	23
Graphique 11 : Evolution de la production d'alumine (en milliers de tonnes) .....	23
Graphique 12 : Evolution des expéditions d'or (en tonnes) .....	23
Graphique 13 : Croissance de la masse monétaire et ses contreparties (% contributions) .....	24
Graphique 14 : Evolution de la masse monétaire et de ses composantes (% contribution) .....	26
Graphique 15 : Evolution de la base monétaire et contributions de ses contreparties (%) .....	27
Graphique 16 : Evolution de certains taux d'intérêt .....	27
Graphique 17 : Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport aux principales devises .....	30
Graphique 18: Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport à l'euro .....	30
Graphique 19 : Evolution des réserves brutes et nettes de change (en millions d'USD).....	31
Graphique 20 : Evolution des dépôts et contribution de ses composantes (en %) .....	32
Graphique 21 : Structure des crédits par durée en 2022 (en %).....	32
Graphique 22 : Répartition des crédits par statut juridique des bénéficiaires .....	33
Graphique 23 : Créance compromises et niveau de provision .....	34
Graphique 24 : Evolution des recettes budgétaires (en mds de GNF) .....	34
Graphique 25 : Evolutions des recettes minières et non-minières en mars et juin 2023 (% des recettes totales) .....	35
Graphique 26 : Evolution des dépenses publiques (en milliards de GNF).....	37
Graphique 27 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF) .....	38
Graphique 28 : Evolution de la balance commerciale (en millions d'USD) revoir ce graphique.....	39
Graphique 29 : Evolution des exportations par type de produits (en millions d'USD) .....	41
Graphique 30 : Part des principaux produits à l'exportation dans l'exportations totale au deuxième trimestre 2023 (en %).....	41
Graphique 31 : Part des principaux produits à l'importation dans l'importation totale au deuxième trimestre 2023 (en %).....	42
Graphique 32 : : Evolution des importations par type de produits (en millions USD) .....	43
Graphique 33 : Evolution mensuelle de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation (en %).....	44
Graphique 34 : Composante de l'indice national harmonisé des prix.....	45
Graphique 35 : Evolution mensuelle de l'Indice national et des indices des produits locaux et importés (en %) .....	46
Graphique 36 : Evolution mensuelle de l'Indice national et des indices des produits des secteurs primaire, secondaire et tertiaire (en %) .....	46
Graphique 37 : Evolution mensuelle de l'Indice national et des indices des produits des secteurs primaire, secondaire et tertiaire (en %) .....	47
Graphique 38 : Evolution en glissement annuel de l'Indice global à Conakry (en %).....	47
Graphique 39 : Evolution mensuelle de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et de l'Indice des produits hors énergie et hors produits frais (en %).....	48
Graphique 40 : Evolution mensuelle de l'Indice global et de l'Indice des produits hors énergie et hors produits frais à Conakry (en %).....	48
Graphique 41 : Evolution mensuelle de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et de l'Indice des produits frais (en %).....	49
Graphique 42 : Evolution mensuelle de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et de l'Indice des produits énergétiques (en %) .....	49
Graphique 43 : Evolution de l'inflation dans le scénario de base (en %).....	52
Graphique 44 : Décomposition de la prévision de l'inflation (en %).....	52
Graphique 45 : Evolution comparée des scénarii de base et alternatif de l'inflation (en %) .....	53
Graphique 46 : Evolution du taux directeur et du taux simulé par la règle de Taylor (en %).....	54

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Prix de quelque matières agricoles alimentaires (en USD).....	13
Tableau 2 : Evolution du prix de quelque métaux .....	14
Tableau 3 : Evolution des Exportations et des Importations de la Guinée (en %) .....	22
Tableau 4 : Avoirs intérieurs nets (en Milliards de GNF) .....	25
Tableau 5 : Décomposition des dépôts (GNF et devise) .....	26
Tableau 6 : Taux créditeurs et débiteurs (en %) .....	28
Tableau 7 : Transactions sur le marché interbancaire.....	29
Tableau 8 : Recettes mobilisées de l'Etat (en milliards de GNF) .....	35
Tableau 9 : Dons mobilisés par l'Etat (en milliards de GNF) .....	36
Tableau 10 : Investissement brut/net dans les actifs non-financiers (en milliards de GNF) .....	38
Tableau 11 : Sources de financement du solde de financement (en milliards de GNF).....	39
Tableau 12 : Prix de quelques produits alimentaires .....	44
Tableau 13 : Evolution des dépôts dans les banques (en milliards de GNF) .....	56
Tableau 14 : Evolution du PIB réel (en milliards de GNF, sauf indications contraires).....	57
Tableau 15 : La Balance des paiements (en millions de USD).....	58
Tableau 16 : Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF) .....	59

## COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DU 22 SEPTEMBRE 2023

011/BCRG/CPM/2023

### COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a tenu, le vendredi 22 septembre 2023, sa onzième réunion ordinaire dans la Salle du Conseil d'Administration de la BCRG.

Le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et nationale, ainsi que les perspectives à court et à moyen termes sur l'inflation.

Au niveau de l'environnement international, le Comité a noté que les conditions économiques mondiales restent incertaines, dans un contexte de poursuite du resserrement de la politique monétaire, notamment dans les économies avancées, du durcissement des conditions de financement, des séquelles de l'inflation et de la résurgence de la Covid-19.

Dans les pays avancés, l'activité économique est ressortie plus dynamique que prévue du fait d'une résilience plus forte qu'anticipée du marché du travail et d'une mobilisation plus importante de l'épargne. Or, ce dynamisme sera difficilement reproductible dans les prochains trimestres compte tenu du fait que le taux d'épargne est déjà suffisamment entamé et que les salaires n'ont pas suivi les mêmes progressions que l'inflation.

L'inflation à l'échelle mondiale continue de ralentir même si elle reste encore à des niveaux élevés par rapport aux cibles des Banques Centrales. Toutefois, le Comité demeure préoccupé par l'évolution de l'inflation sous-jacente, notamment au niveau des loyers.

Sur le plan national, le Comité a relevé une amélioration de l'activité économique qui s'est traduite par une accélération de la croissance du PIB, tirée à la hausse, entre autres, par la production de la bauxite et de l'électricité au deuxième trimestre 2023. Ainsi, la progression du PIB s'établirait à 7 %, sur un an, contre 2,7 % au trimestre précédent, en lien avec le dynamisme de la demande intérieure et des exportations nettes.

En dépit d'un effet de base défavorable (hausse des prix du carburant en juin 2022), le reflux de l'inflation observé à Conakry, s'est poursuivi. La variation sur 12 mois de l'indice des prix à la consommation ressort désormais à 6 % en juillet 2023, après 6,2 % en juin 2023 et 8 % en mai 2023. Quant à l'inflation sous-jacente, qui exclut les prix volatils des produits frais et énergétiques, en glissement annuel, elle a poursuivi sa forte décélération, passant de 3,5 % en mars à 0,5 % en juin et 0,1 % en juillet 2023.

A fin juin 2023, la masse monétaire s'est accrue de 21,6 %, contre 24,1 % à fin mars 2023, imputable à l'accroissement des avoirs intérieurs nets. Parallèlement, la liquidité globale du système bancaire s'est accrue de 13,4 %, contre 47,9 % en mars 2023 et 15,7 % en juin 2022, en lien avec les souscriptions successives des banques aux Bons du Trésor et aux Emprunts Obligataires.

Sur le marché des changes, à fin juin 2023, le Comité a noté que, vis-à-vis du Dollar américain, le Franc guinéen s'est apprécié de 1,5 % par rapport à fin juin 2022, en lien avec le renforcement des réserves de change et le suivi quotidien des positions de change des banques.

Au deuxième trimestre 2023, les indicateurs budgétaires se sont détériorés, en raison d'une augmentation plus prononcée des dépenses publiques par rapport aux recettes. Le solde global et le solde primaire ont enregistré des déficits de GNF 445,6 milliards (soit 0,9 % du PIB) et de GNF 414,3 milliards (soit 0,8 % du PIB), respectivement.

Le solde de la balance commerciale est ressorti excédentaire de USD 1,4 milliard, soit une hausse en glissement annuel de 20,9 %, en lien avec la progression des exportations de bauxite dans un contexte de contraction des importations, spécifiquement des produits pétroliers qui ont enregistré une baisse en raison de l'effet prix.

En termes de perspectives, le Comité s'attend à voir le taux d'inflation resté maîtrisé (autour de 7 % à fin 2023).

Le Comité a pris note des principaux risques qui pèsent sur l'inflation à court et à moyen termes. Ce sont :

- i) ralentissement de l'activité économique mondiale ;
- ii) effet des resserrements passés de la politique monétaire;
- iii) augmentation des prix du riz sur le marché international ;
- iv) hausse des prix des produits énergétiques.

Cependant, ces risques pourraient être atténués par l'amélioration des conditions macroéconomiques nationales, notamment, l'appréciation continue du Franc guinéen, en lien avec la stricte application de la mesure de rapatriement des recettes d'exportation, et de l'amélioration continue des infrastructures routières et énergétiques, conformément au Programme de Référence Intérimaire (PRI).

De ce qui précède, le Comité de Politique Monétaire décide, à l'unanimité de ses membres, un assouplissement des conditions monétaires, en baissant :

- le taux directeur de 11,5 % à 11 % ; et
- le taux des réserves obligatoires de 15 % à 13 %.

Fait à Conakry, le 22 septembre 2023

**Le Président du Comité de Politique Monétaire**

**Dr Karamo KABA**

## Résumé analytique

1. Au deuxième trimestre 2023, l'activité économique s'est améliorée dans certaines économies avancées et émergentes, en dépit de la poursuite du resserrement de la politique monétaire dans les économies avancées pour faire face aux pressions inflationnistes.
2. Ainsi, la croissance du PIB aux Etats-Unis s'est accélérée à 2,4 %, contre 2,0 % au premier trimestre 2023. Dans la zone euro, la croissance a ralenti, passant de 1,1 % au premier trimestre 2023 à 0,6 %. Dans les économies émergentes, l'activité économique est restée dynamique, notamment en Chine et en Russie qui ont enregistré respectivement des taux de croissance de 6,3% et de 4,9 % au deuxième trimestre 2023.
3. Sur le marché des matières premières, les cours des principaux produits ont enregistré une baisse au cours du deuxième trimestre 2023, sous l'effet des incertitudes liées à la croissance économique mondiale. Selon la Banque mondiale, l'indice global des matières premières a fléchi de 37,1 % en glissement annuel, pour se situer à 99,9 en juin 2023. Cette contraction est liée simultanément à la baisse des prix des produits énergétiques (45,1 %) et non-énergétiques (15,1 %) dans un contexte d'augmentation des prix des métaux précieux de 6,1 %.
4. Au deuxième trimestre 2023, les pressions inflationnistes ont été atténuées dans la plupart des économies avancées, en raison notamment de la baisse du cours des matières premières, de l'atténuation des pressions sur les chaînes d'approvisionnement et du resserrement des politiques monétaires. Aux Etats Unis, l'inflation s'est située à 3 % en juin 2023, contre 5 % en mars 2023 et 9,1 % en juin 2022. Dans la zone euro, la hausse des prix a ralenti, passant de 6,9 % en mars 2023 à 5,5 % en juin 2023. A l'exception de la Russie, le niveau des prix a baissé dans la plupart des pays émergents. En Chine, les prix ont stagné, après une hausse de 0,7 % en mars 2023. En Turquie, bien qu'étant toujours élevée, l'inflation a baissé, en passant de 50,3 % en mars 2023 à 38,2 % en juin 2023.
5. Pour faire face au niveau encore élevé de l'inflation, les principales Banques Centrales dans les économies avancées ont procédé, au deuxième trimestre 2023, à de nouveaux durcissements de leur politique monétaire. La Réserve Fédérale des États-Unis et la Banque Centrale Européenne ont resserré leurs politiques monétaires. Par contre, la Banque de réserve de l'Inde, les Banques Centrales de Russie et du Brésil ont maintenu inchangé leurs politiques monétaires.
6. Au niveau national, les dernières estimations du PIB trimestriel indiquent une accélération de la croissance à 7,0 % au deuxième trimestre 2023, contre une croissance de 2,7 % enregistrée au trimestre précédent, en lien avec le dynamisme de la demande interne et des exportations nettes. Du côté des activités économiques, cette croissance est soutenue principalement par la performance du secteur secondaire, notamment les activités extractives (bauxite) et l'amélioration de la production de l'électricité.
7. Au deuxième trimestre 2023, le nombre de demandeurs d'emploi auprès des agences formelles a baissé de 17,9 % par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 1 304. Au même moment, les offres d'emploi étaient également en baisse de 28,8%, après une hausse de 11,7% au trimestre précédent.

8. Au deuxième trimestre 2023, sur instruction du Comité de Politique Monétaire, la Banque Centrale a continué de maintenir la prudence dans la conduite de sa politique monétaire. Le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires sont restés inchangés à 11,5 % et 15,0 %, respectivement.
9. A fin juin 2023, la croissance en glissement annuel de la masse monétaire a ralenti, passant de 24,1 % à fin mars 2023 à 21,6 %. La hausse de la masse monétaire observée à fin juin 2023 est imputable à l'accroissement des avoirs intérieurs nets. De même, la base monétaire s'est accrue de 11,2 %, en glissement annuel, pour se situer à GNF 20 287,3 milliards à fin juin 2023, en raison du renforcement des avoirs intérieurs nets de la BCRG.
10. A fin juin 2023, la croissance de la liquidité globale du système bancaire a décéléré en s'établissant à 13,4 %, contre 15,7 % en juin 2022 et 47,9 % en mars 2023. Cette décélération est liée à la contraction des réserves excédentaires, résultant des souscriptions successives des banques aux Bons du Trésor et aux emprunts obligataires. Par contre, les réserves obligatoires et les encaisses des banques ont augmenté de 26,5 % et de 28,3 %, respectivement, en lien avec l'augmentation des dépôts bancaires.
11. Sur le marché officiel, à fin juin 2023, le taux de change du dollar s'est apprécié de 1,5 %, en glissement annuel, pour se situer à GNF 8 511,8. Par contre, le taux de change de l'euro s'est déprécié de 2,4% par rapport à juin 2022 pour s'établir à GNF 9 310,2 en juin 2023.
12. Contrairement au premier trimestre 2023, l'exécution budgétaire des finances publiques est caractérisée, au deuxième trimestre 2023, par une détérioration des principaux soldes budgétaires, résultant d'une augmentation, plus marquée, des dépenses publiques, en dépit d'une nette amélioration des recettes budgétaires. Ainsi, les besoins de financement dons inclus et dons exclus se sont établis, respectivement, à GNF 445,6 milliards et à GNF 1 136,8 milliards au deuxième trimestre 2023. Le solde primaire est passé d'un excédent de GNF 1 195,3 milliards au premier trimestre 2023 à un déficit de GNF 414,3 milliards au deuxième trimestre 2023.
13. Comme au trimestre précédent, l'excédent de la balance commerciale a augmenté de 20,9 % en glissement annuel pour atteindre USD 1 389,4 millions au deuxième trimestre 2023. Cette amélioration est le reflet de la progression des exportations de bauxite dans un contexte de contraction des importations, notamment des produits pétroliers.
14. L'inflation mensuelle a ralenti au deuxième trimestre 2023, après une accélération enregistrée au trimestre précédent. Ainsi, en juin 2023, le taux d'inflation s'est accru de 0,4 % par rapport au mois précédent, contre un taux de 0,7 % au mois de mars 2023, lié à la baisse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisés. Cette décélération de l'inflation au niveau national est plus marquée dans les régions de Conakry, Kankan, Faranah et Boké. A Conakry, en glissement annuel, l'inflation a poursuivi sa décélération en se situant à 6,2 % en juin 2023, contre 8,0 % en mars 2023. De même, l'inflation sous-jacente à Conakry est passée de 3,5 % à 0,5 % sur la même période.
15. Selon les projections, l'inflation à Conakry, en glissement annuel, continuerait de baisser en se situant autour de 7 % en moyenne à fin 2023, en lien avec sa persistance, la progression de la masse monétaire, dans un contexte d'écart de production négatif et de baisse attendue des prix internationaux des produits agricoles et énergétiques.

16. Les principaux risques qui pèsent sur cette perspective de l'inflation sont : i) la contraction de la demande mondiale, conséquence de chocs potentiels liés notamment à l'intensification de la guerre en Ukraine, aux conditions climatiques extrêmes et à la récente suspension de l'accord céréalier de la mer Noire ; ii) les turbulences du secteur financier en lien avec le resserrement de la politique monétaire ; iii) l'augmentation des prix du riz sur le marché international. Ces risques pourraient être atténués, entre autres, par l'amélioration des conditions macroéconomiques nationales (la mise en œuvre du projet SIMANDOU, l'application effective de la mesure de rapatriement des recettes d'exportation, particulièrement du secteur minier et la poursuite de la tendance d'appréciation de la monnaie nationale), le maintien par le Gouvernement des mesures d'interdiction d'exportation élargies à certains produits annoncées en juillet 2023.

## 1. Environnement International

Au deuxième trimestre 2023, la dynamique de la croissance mondiale et les perspectives pour les prochains trimestres se sont améliorées, en dépit de la poursuite du cycle de resserrement monétaire dans les économies avancées. Ainsi, dans les économies avancées, la croissance économique s'est accélérée aux Etats Unis, au Royaume Uni et au Japon, de même que dans plusieurs économies émergentes. Par contre, dans la zone euro, la croissance a ralenti, sous l'effet de la morosité des activités économiques en Allemagne et en Italie.

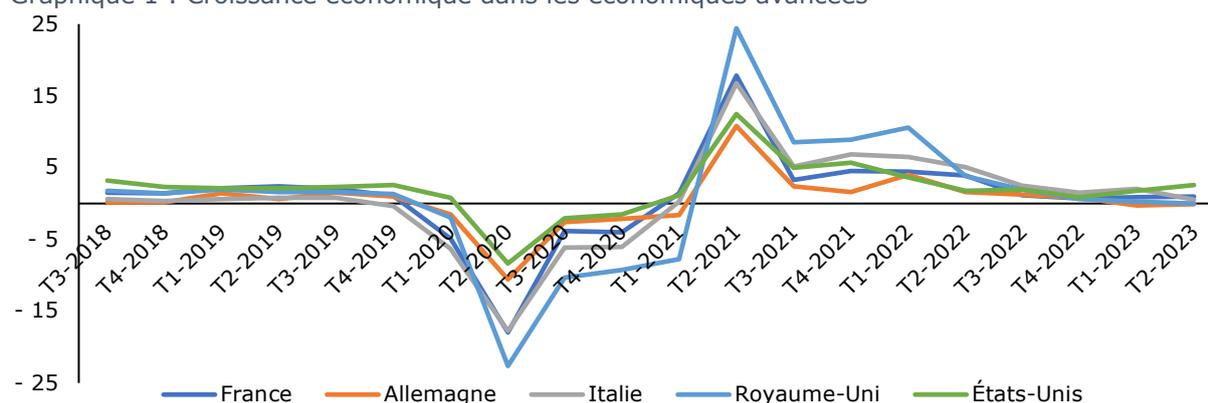
Les risques qui pèsent sur la croissance économique mondiale ont entraîné une baisse généralisée du cours des matières premières, principalement des produits énergétiques, qui a été favorable à la maîtrise de l'inflation. Cependant, bien que connaissant une baisse, l'inflation est restée tout de même nettement supérieure aux objectifs des Banques Centrales dans de nombreux pays. En conséquence, plusieurs Banques Centrales ont encore resserré leur politique monétaire, mais à un rythme réduit.

### 1.1. Activité économique mondiale

Aux Etats Unis, l'activité économique a été vigoureuse, soutenue notamment par les dépenses de consommation et la hausse des dépenses des États et des administrations locales, des investissements dans les stocks privés et du gouvernement fédéral. Ainsi, au deuxième trimestre 2023, la croissance du PIB s'est établie à 2,4 %, en glissement annuel, contre 2,0 % au premier trimestre 2023.

Le PIB de la zone euro a augmenté de 0,6 %, en glissement annuel, contre une croissance de 1,1 % au premier trimestre 2023. L'économie de cette zone continue de subir la contreperformance du secteur manufacturier et les effets du resserrement des conditions monétaires. Elle est plombée par l'économie allemande, qui a stagné, et l'économie italienne, qui s'est contractée de 0,3 %, après une solide expansion de 2 % au premier trimestre 2023. L'économie française, comme au premier trimestre 2023, a progressé de 0,9 %, soutenue par de fortes exportations.

Graphique 1 : Croissance économique dans les économies avancées



Source : OCDE

Les bonnes performances réalisées dans le secteur manufacturier ont permis au Royaume Uni de réaliser une croissance solide au deuxième trimestre 2023. En effet, le PIB du Royaume Uni a progressé de 0,4 %, soutenu par les dépenses des ménages, l'investissement des entreprises et la forte augmentation des dépenses publiques.

Le PIB du Japon a augmenté de 2 %, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2023, contre 1,8 % au premier trimestre 2023. Il s'agit du deuxième trimestre consécutif d'expansion, stimulé par une contribution positive du commerce extérieur net, les exportations ayant rebondi tandis que les importations ont chuté pour le troisième trimestre consécutif.

Dans les économies émergentes, l'économie chinoise a progressé de 6,3 %, en glissement annuel, affichant une croissance plus rapide par rapport aux taux de 4,5 % enregistré au premier trimestre 2023. Elle est tirée par la reprise des ventes au détail et du secteur des services.

En Russie, le PIB s'est accru de 4,9 % au deuxième trimestre de 2023, tiré par la production industrielle qui a fortement rebondi grâce à la reprise de l'activité manufacturière.

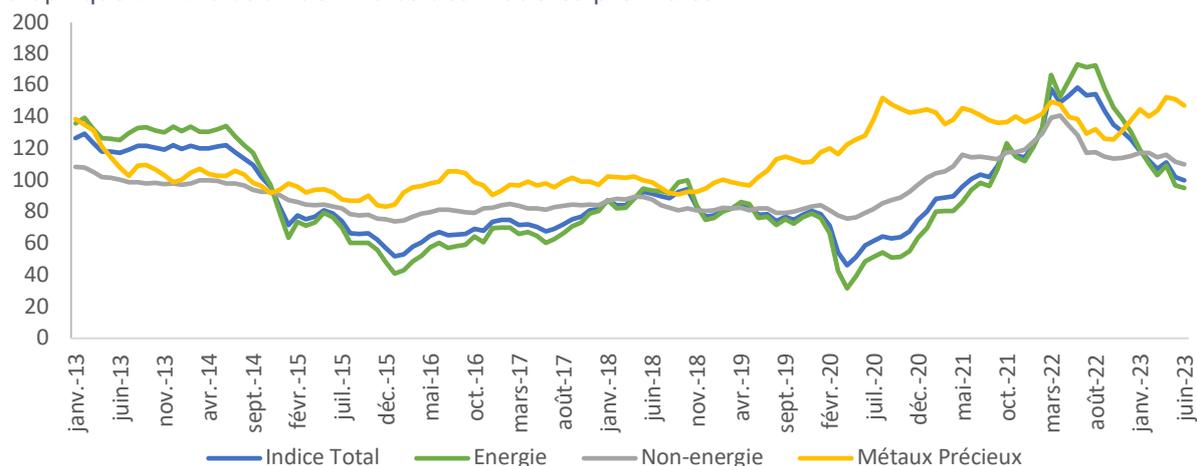
## 1.2. Matières premières et inflation

Les prix des matières premières ont enregistré une baisse au cours du deuxième trimestre 2023, sous l'effet des incertitudes entourant la croissance économique mondiale. Cette baisse, plus marquée au niveau des produits énergétiques, s'est reflétée dans les prix à la consommation. En effet, en conséquence de la baisse des prix des matières premières, l'inflation poursuit son ralentissement dans les économies avancées, mais reste encore supérieure aux cibles des banques Centrales de ces économies.

### 1.2.1. Matières Premières

L'indice des matières premières de la Banque mondiale a baissé de 37,1 % en glissement annuel, pour se situer à 99,9 en juin 2023, tiré par les prix des produits énergétiques et non-énergétiques. En effet, les prix des produits énergétiques se sont contractés de 45,1 % et ceux des produits non-énergétiques de 15,1 %. Par contre, les prix des métaux précieux ont augmenté de 6,1 % au cours du trimestre sous revue.

Graphique 2 : Evolution de l'indice des matières premières

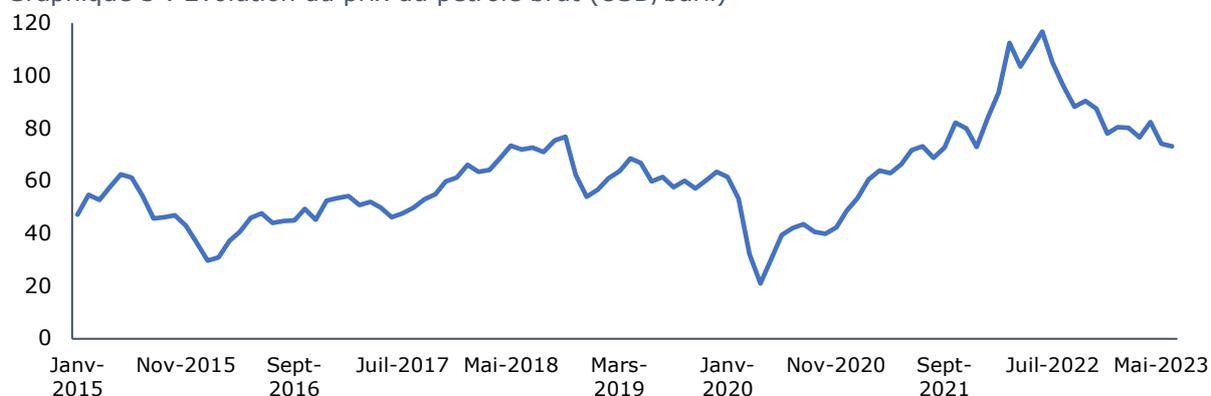


Source : Banque Mondiale

Les prix du pétrole ont considérablement baissé depuis avril 2023. Cette baisse est attribuée aux inquiétudes liées à la santé économique mondiale et qui ont un impact sur l'augmentation de la demande de pétrole. Ainsi, le prix du baril de pétrole est passé de USD 116,8 en juin 2022 à USD 73,3 en juin 2023, soit une baisse de 37,3 %. Sur le marché

du gaz naturel, les prix ont continué de fortement baisser dans un contexte de faible demande et de stocks élevés sur les trois grands marchés de consommateurs (Europe, Asie, Amérique du Nord). Par rapport à juin 2022, les prix du pétrole se sont contractés de 71,6 %, pour se situer à USD 2,2 le mètre cube en juin 2023.

Graphique 3 : Evolution du prix du pétrole brut (USD/baril)



Source : Banque Mondiale

L'incertitude sur les perspectives économiques mondiales, liées aux tendances de l'inflation et aux décisions de politique monétaire des banques centrales, a renforcé les inquiétudes concernant les prix des matières premières agricoles. En outre, les coûts de production élevés, les tensions commerciales et les risques environnementaux et climatiques accrus ont pesé sur la production de certaines matières premières agricoles. Ces conditions ont entraîné une évolution disparate des prix de ces produits.

Pour certaines matières premières alimentaires, comme le blé et le maïs, les prix ont baissé, grâce à l'augmentation de l'offre liée à de bonnes récoltes et l'amélioration des conditions logistiques de stockage. Le cours de la tonne de blé a baissé de 24,8 % par rapport à juin 2022, pour s'établir à USD 345,5 en juin 2023. Celui du maïs s'est situé à USD 266,9 la tonne en juin 2023, en baisse de 20,5 % par rapport à juin 2022.

Par contre, d'autres matières premières alimentaires ont vu leurs prix augmenter. C'est le cas du sucre, dont les prix ont augmenté de 29,8 % en glissement annuel, pour s'établir à USD 500 la tonne. Le prix du riz a également augmenté de 12,5 %, par rapport à juin 2022, pour se situer à USD 496 la tonne. L'accroissement du prix du riz est dû à l'augmentation de la demande de stockage de nourriture, conséquence des incertitudes économiques et politiques mondiales.

Tableau 1 : Prix de quelques matières agricoles alimentaires (en USD)

	Avr-2023	Mai-2023	Juin-2023	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
<b>Sucre (kg)</b>	0,5	0,6	0,5	19,8	29,8
<b>Blé (tonne)</b>	378,2	367,7	345,5	-6,6	-24,8
<b>Riz (tonne)</b>	490,0	495,0	496,0	6,0	12,5
<b>Maïs (tonne)</b>	291,1	268,1	266,9	-5,5	-20,5
<b>Huile de palme (tonne)</b>	1005,2	934,1	817,0	-16,0	-45,6
<b>Thé (kg)</b>	3,0	2,7	2,7	0,2	-9,1
<b>Cacao</b>	2,9	3,0	3,2	15,5	36,7
<b>Café</b>	5,1	4,9	4,6	-6,7	-24,22

Source : Banque Mondiale

Globalement, les prix des métaux industriels ont reculé en raison de la faiblesse de la demande mondiale, particulièrement en provenance de la Chine, et d'un dollar US plus fort que prévu. Le cours de l'aluminium a terminé le second trimestre en baisse de 14,8 %, à environ USD 2 184,8 la tonne en juin 2023, plombé par l'amélioration de l'offre suite au redémarrage de la fonderie du Yunnan en Chine. Celui du fer a reculé de 13,2 %

Au cours du second trimestre, le prix de l'or s'est établi en moyenne à USD 1 976 l'once, en hausse de 6% en glissement annuel. L'évolution des taux de change a entraîné une augmentation notable des prix de l'or dans plusieurs pays, en particulier en Chine et en Turquie.

Tableau 2 : Evolution du prix de quelques métaux

	Avr-2023	Mai-2023	Juin-2023	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Or (once)	1 999,8	1 992,1	1 942,9	1,5	5,7
Aluminium	2 343,2	2 268,6	2 184,8	-4,9	-14,8
Fer	117,4	105,2	113,5	-11,6	-13,2

Source : Banque Mondiale

### 1.2.2. Inflation

Le deuxième trimestre 2023 a vu l'inflation décélérer dans les économies avancées, reflétant en grande partie les effets de base favorables des prix des matières premières, tombant en dessous de leurs sommets de 2022, ainsi que l'atténuation des pressions sur la chaîne d'approvisionnement. La modération des prix de l'énergie explique en partie l'inflation mondiale qui reste tout de même supérieure aux objectifs dans presque toutes les économies qui ciblent l'inflation.

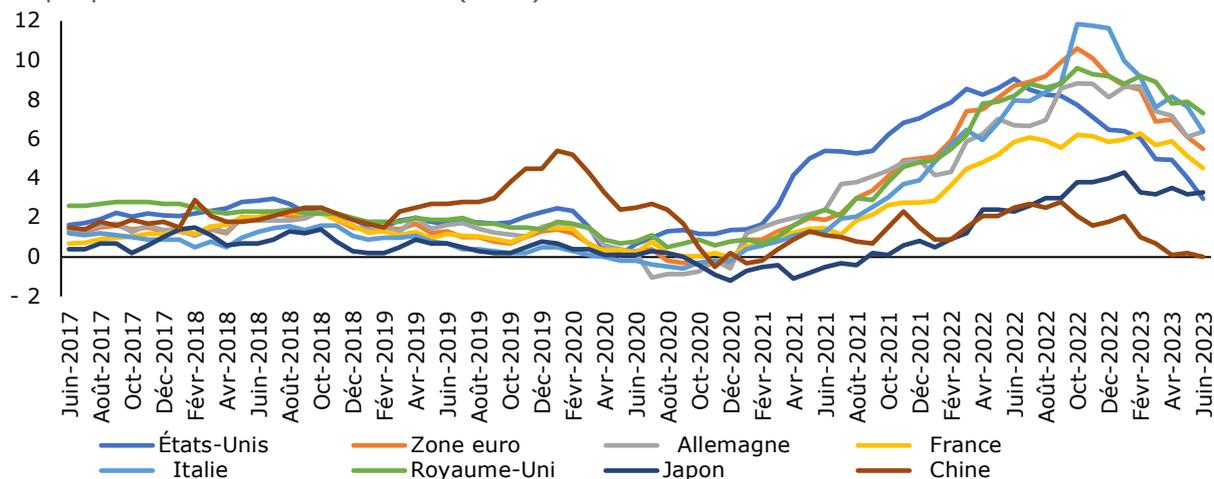
Ainsi, aux Etats Unis, les prix à la consommation ont augmenté de 3 % au mois de juin 2023 contre 5 % en mars 2023 et 9,1 % en juin 2022. Sur un an, l'inflation a enregistré sa plus faible progression depuis plus de deux ans. L'inflation sous-jacente a également baissé de 5,6 % à 4,8 % sur la même période.

Dans la zone euro, le taux d'inflation a poursuivi sa baisse en juin, tombant à 5,5 % après 6,9 % en mars 2023 et 8,7 % en juin 2022. En Allemagne, l'inflation a ralenti à 6,4%. De même, en France, elle a ralenti à 4,5 % et en Italie à 6,4 %. La baisse de l'inflation sous-jacente reste faible comparée à l'inflation globale. En effet, de mars 2023 à juin 2023, dans la zone euro, l'inflation sous-jacente n'a baissé que de 0,2 pp pour situer à 5,5 % à fin juin 2023, contre 1,4 pp pour l'inflation globale.

Depuis fin juin 2023, l'inflation globale a connu des variations mitigées. Dans la zone euro, l'inflation, en glissement annuel, a continué à baisser, bien qu'à un rythme plus lent qu'au cours des trois mois précédents, atteignant 5,2 % en août 2023, après 5,5 % en juin. L'inflation globale a également diminué en Italie, en France et en Allemagne.

En revanche, aux États-Unis, l'inflation globale a augmenté en se situant à 3,7 % en août.

Graphique 4 : Evolution de l'inflation (en %)



Source : OCDE

L'indice des prix à la consommation du Royaume-Uni a augmenté de 7,9 % en juin 2023, contre 8,9 % en mars 2023. Au même moment, l'inflation sous-jacente s'est aussi accrue de 0,7 pp pour atteindre 6,4 %.

Par contre, au Japon, les prix ont légèrement accéléré à 3,3 % en juin 2023, contre 3,2 % en mars 2023.

En Chine, les prix ont stagné avec une inflation nulle, après une hausse de 0,7 % en mars 2023. Ce niveau de l'inflation en Chine fait peser un risque de déflation dans un contexte de baisse du cours des matières premières et de la faiblesse de la demande intérieure.

Le taux d'inflation en Turquie a poursuivi la tendance baissière entamée depuis huit mois, en se situant à 38,2 % en juin 2023 contre 50,5 % en mars 2023. Cette baisse est principalement attribuable à la modération des pressions sur les prix du logement et des services publics, ainsi que du transport.

De même, au Brésil, l'inflation continue de décélérer avec une nouvelle baisse de son taux à 3,16 % en juin 2023, contre 4,7 % en mars 2023. Cette baisse reflète, essentiellement, la croissance plus lente des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées. Après une année de baisse continue jusqu'en juin, l'inflation s'est accélérée au Brésil pour atteindre 4,6 % en août 2023

En Russie, après une baisse au début du second trimestre 2023, l'inflation a accéléré à 3,3 % en juin 2023, toutefois, elle reste faible par rapport au taux de 3,5 % réalisé en mars 2023. L'accélération de l'inflation au cours du second trimestre 2023 est liée à l'affaiblissement continu du rouble, sur fond de baisse importante des revenus liés à la vente d'hydrocarbures.

Le taux d'inflation en Inde s'est situé à 4,9 % en juin 2023 contre 5,7 % en mars 2023. La baisse du taux est principalement due à la chute des prix des produits alimentaires, des métaux de base, du pétrole brut et du gaz naturel et des textiles.

Au Nigeria, l'inflation en glissement annuel a augmenté de 75 points de base pour atteindre 22,79 % en juin 2023, contre 22,04 % en mars 2023. Cette augmentation est due à la hausse modérée des prix des denrées alimentaires et des composantes de base.

Le Ghana a enregistré un niveau d'inflation encore élevé, passant de 45,0 % en mars 2023 à 42,5 % en juin dernier.

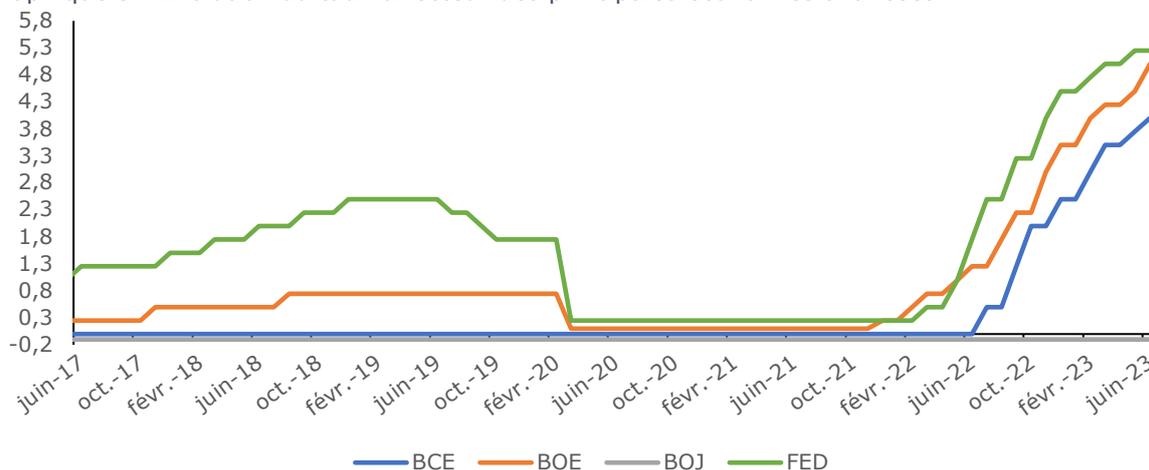
Dans la zone UEMOA, le taux d'inflation zonal poursuit son recul, passant de 5,7 % à fin mars à 3,6 % à fin juin 2023. En juillet 2023, ce taux s'établit à 3,4 %.

### 1.3. Politiques monétaires

Les niveaux encore élevés des taux d'inflation ont amené les principales Banques Centrales dans les économies avancées à procéder à de nouvelles hausses de taux d'intérêt au deuxième trimestre 2023. Toutefois, le rythme et l'ampleur de ces hausses de taux d'intérêt se sont ralentis, en raison du risque latent de récession. En effet, les banques centrales sont confrontées à un dilemme. Elles doivent lutter d'un côté contre l'inflation, mais en même temps veiller à rétablir la croissance économique.

En réponse à une inflation élevée, la Réserve Fédérale Américaine a continué d'augmenter les taux d'intérêt et de réduire ses avoirs en titres. Elle a relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 75 points de base supplémentaires depuis le début de l'année, portant la fourchette de 5 % à 5,25 %. La Réserve Fédérale a également continué de réduire, d'environ 420 milliards de dollars depuis janvier, ses avoirs en titres adossés à des créances hypothécaires du Trésor et des agences.

Graphique 5 : Evolution du taux directeur des principales économies avancées



Source : Bloomberg

La BCE n'est pas restée en marge des augmentations des taux d'intérêts. Elle a relevé ses taux d'intérêt, à deux reprises au cours du trimestre, portant le principal taux de refinancement à 4,0 %. Elle a annoncé en mai 2023 qu'elle prévoyait de mettre fin aux réinvestissements dans le cadre de son programme d'achat d'actifs à partir de juillet 2023.

La Banque d'Angleterre (BoE) a relevé ses taux à deux reprises, en mai et en juin 2023. L'augmentation de 0,5 point de pourcentage en juin a représenté une nouvelle accélération des hausses de taux après une décision initiale de ralentir le rythme en mars 2023 à des incréments de 0,25 point de pourcentage.

La Banque du Japon a poursuivi sa politique monétaire accommodante, maintenant ainsi sa position prudente sur les perspectives de l'inflation et de l'augmentation des salaires au Japon.

Par contre, la Banque Centrale Chinoise a abaissé ses taux directeurs pour stimuler l'investissement et la consommation. Elle a abaissé le taux préférentiel des prêts sur un an de 10 points de base à 3,55 % contre 3,65 %, tout en réduisant le taux sur cinq ans de

10 points de base à 4,2 % contre 4,3 %. Ces mesures devraient entraîner la réduction des coûts d'emprunt pour les entreprises et les ménages.

Quant à la Banque de Réserve de l'Inde, elle a laissé son taux de référence à 6,5% pour la deuxième décision consécutive en juin 2023, afin de garantir que l'inflation reste dans la fourchette cible de 2-6%, sans entraver la croissance. Elle a également maintenu le taux de la facilité de dépôt permanente (SDF) et la facilité permanente marginale (MSF) à 6,25% et 6,75, respectivement.

De même, la Banque Centrale de Russie a maintenu son taux directeur inchangé à 7,5 % pour la sixième décision consécutive lors de sa réunion de juin 2023. Elle a tout de même signalé une possibilité plus élevée de hausses de taux lors des réunions à venir en raison de risques inflationnistes plus élevés.

Il en est de même pour la Banque Centrale du Brésil, qui a laissé son taux directeur Selic inchangé à 13,75 % pour la septième réunion consécutive en juin 2023, conformément aux attentes du marché. Elle a déclaré que le scénario actuel exige de la patience et que la banque n'hésitera pas à reprendre le cycle de resserrement si le processus désinflationniste ne se déroule pas comme prévu.

La Banque centrale de Turquie a décidé d'engager le processus de resserrement monétaire, afin de baisser le taux d'inflation, d'ancrer les anticipations d'inflation et de contrôler la détérioration du comportement des prix. Elle a ainsi relevé son taux de référence à une semaine de 650 points de base à 15 % en juin 2023, alors que les marchés s'attendaient à une augmentation plus importante à 21 %.

Dans la CEDEAO, en raison de l'accélération de l'inflation, lors de sa session ordinaire du mois de juillet 2023, la Banque Centrale du Nigeria a relevé son taux de 25 points de base, passant de 18,50 % à 18,75 %. Il en est de même pour la Banque du Ghana qui a aussi relevé son taux directeur de 0,5 point de pourcentage, le 24 juillet 2023, pour le porter à 30 %, en réponse au taux d'inflation toujours élevé, malgré des baisses progressives. Dans la zone UEMOA, au cours de la session du 7 juin 2023 de son Comité de Politique Monétaire, la BCEAO a maintenu inchangés les taux directeurs à leur niveau en vigueur depuis le 16 mars 2023<sup>1</sup>.

#### **1.4. Marchés financiers et de change**

Les marchés financiers mondiaux ont enregistré de bonnes performances au cours du trimestre, tirée par les marchés des pays développés, notamment les États-Unis, tandis que les marchés émergents sont restés à la traîne. L'enthousiasme pour l'Intelligence Artificielle (IA) a stimulé les valeurs technologiques.

##### **1.4.1. Marché de change**

L'évolution du dollar américain vis-à-vis des principales devises a été mitigée au cours du trimestre. Par rapport à l'euro et au yen, le dollar s'est apprécié de 0,3 % et de 9,1 % respectivement, entre mars 2023 et juin 2023. L'appréciation du dollar américain est attribuable aux incertitudes croissantes concernant les accords sur le plafond de la dette

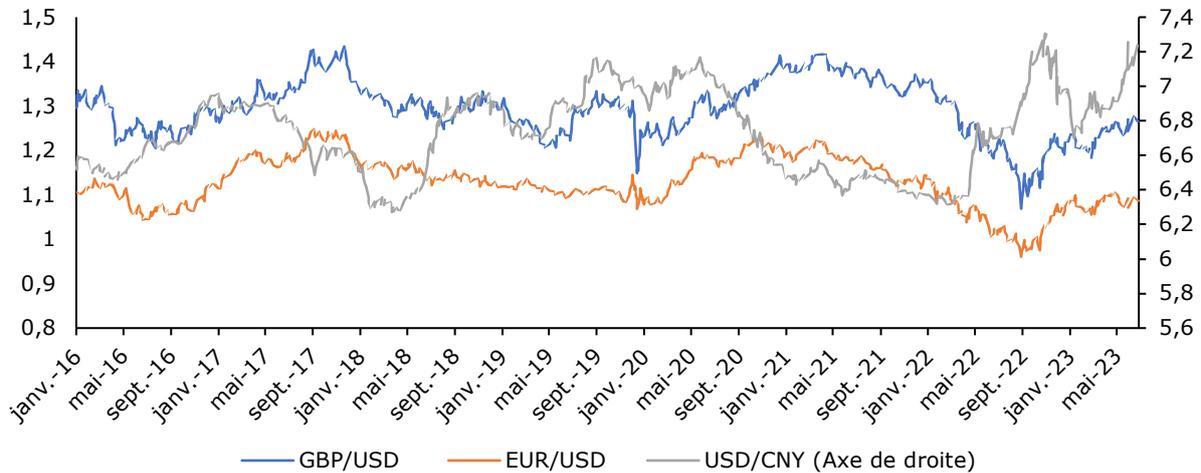
---

<sup>1</sup> Le CPM de la BCEAO a décidé, à l'issue de sa réunion ordinaire tenue le 6 septembre 2023, de relever de 25 points de base son taux directeur qui passe de 3,00% à 3,25%, à compter du 16 septembre 2023.

aux États-Unis et à la guerre en Ukraine. En revanche, il s'est affaibli d'environ 2,1 % par rapport à la livre sterling.

L'euro s'est déprécié par rapport à la livre sterling de 1,4 %, au rand sud-africain (-1,9%) et à la roupie indienne (-0,4%). En revanche, l'euro s'est apprécié à l'égard de la livre turque de 19,9%, du rouble russe de 5,4% et du yuan chinois de 2,2%).

Graphique 6 : Taux de changes des principales devises



Source : Bloomberg

#### 1.4.2. Marché financier

Les principales places financières mondiale ont été performantes au cours du trimestre sous revue, soutenue par la résilience des activités économiques dans un contexte de hausse des taux d'intérêt. Ces performances ont été plus marquées dans le secteur technologique, qui bénéficie des avancées dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA).

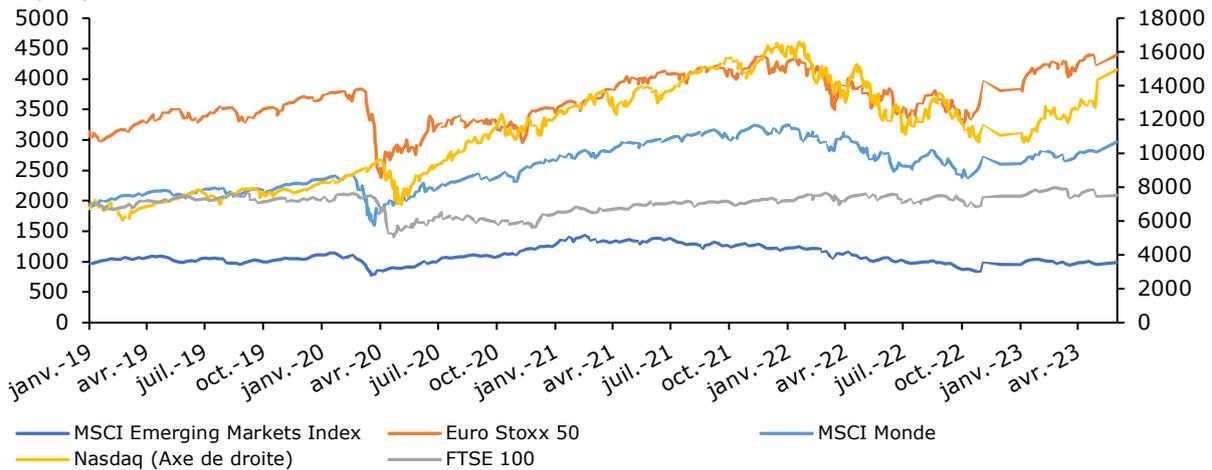
Ainsi, aux Etats-Unis, les cours des actions ont enregistré de solides performances au deuxième trimestre 2023, grâce, en grande partie, aux performances réalisées par l'indice composite Nasdaq, à forte composante technologique, qui a enregistré une hausse de 13,1 %, tirée par l'engouement suscité par les projets d'intelligence artificielle (IA). Les actions technologiques ont également mieux performé au sein de l'indice S&P 500.

Les actions de la zone euro ont enregistré des gains au deuxième trimestre 2023, la progression étant menée par les secteurs de la finance et de l'informatique. L'indice EURO STOXX 50 de la zone euro a augmenté de 4,4 % et l'indice paneuropéen STOXX Europe 600 a augmenté de 2,4 % en juin 2023.

Au deuxième trimestre, les actions britanniques ont été à la traîne par rapport aux actions des autres places financières, ce qui s'est traduite par un recul de l'indice FTSE 100 de 0,3 %. Les valeurs britanniques ont subi les effets de la hausse de taux d'intérêt plus élevé que prévu pour lutter contre une inflation persistante, la force de la livre sterling et à une économie nationale stagnante.

Le marché boursier japonais a été l'un des plus performants au monde, bien que la faiblesse du yen ait modéré les rendements en dollars américains. L'indice MSCI Japon a gagné 15,6 % au deuxième trimestre 2023.

Graphique 7 : Evolution des indices boursiers



Source : Bloomberg

Les actions chinoises ont fortement baissé au deuxième trimestre 2023, alors que le rebond économique, suite à la réouverture du pays après la crise de Covid-19, a commencé à se calmer. L'indice MSCI China a baissé de 9,65 %, tandis que l'indice China A Onshore a cédé 9,78 %, tous deux en dollars américains.

Au Nigéria, l'indice All-Share, qui est l'indice général mesurant la performance des actions nigérianes, a enregistré un gain de 18,9% entre janvier et juin 2023, pour se situer à 60 968,27 points.

A la Bourse du Ghana, la capitalisation totale du marché de GSE à la fin du mois de juin 2023 a enregistré une croissance de 8,3 % (5,40 milliards de GH¢) par rapport à une croissance de 5,7 % en juin 2022. La croissance de la capitalisation boursière est principalement due à l'appréciation du prix des actions dans les secteurs économiques clés. Ce résultat est consécutif au gain en glissement annuel de 10,3 % en juin 2023 de l'indice composite (GSE-CI) et de la perte de 22,3 % de l'indice GSE-Financial Stocks Index (GSE-FSI).

A fin juin 2023, dans la zone UEMOA, au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), l'indice global, le BRVM Composite, s'est amélioré de 2,3 % par rapport à sa valeur à fin mai 2023, pour se chiffrer à 200,0 points. Il en est de même pour l'indice du BRVM 30, qui s'est accru de 2,5 % par rapport à sa valeur à fin mai, pour se situer à 100,3 points.

## 2. Environnement national

### 2.1. Croissance économique

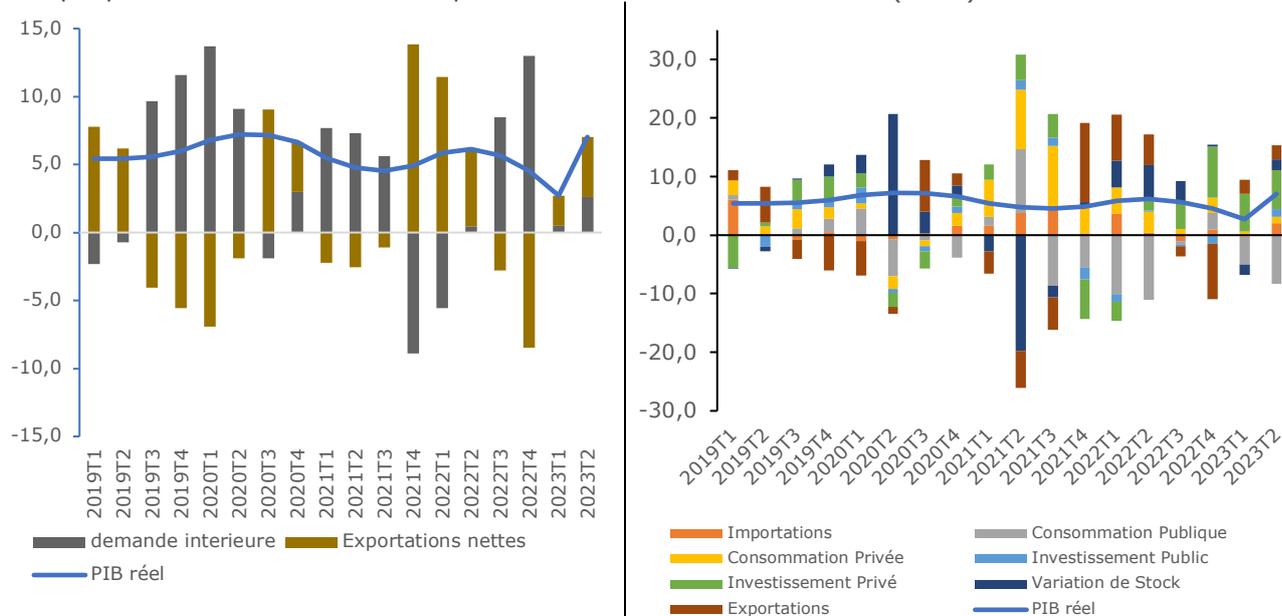
Après avoir ralenti au premier trimestre 2023, la croissance économique a accéléré au deuxième trimestre 2023, grâce à la dynamique de la demande interne et les exportations nettes. Le taux de croissance est ainsi passé de 2,7 % au premier trimestre 2023 à 7,0 % au deuxième trimestre 2023, en glissement annuel.

Du côté des activités économiques, la croissance a été soutenue par le dynamisme dans le secteur secondaire, notamment dans les activités extractives (bauxite) et une amélioration de la production d'électricité.

#### 2.1.1. Demande globale

La demande globale a été particulièrement dynamique au deuxième trimestre 2023. Elle a été soutenue à la fois par la demande interne qui a été vigoureuse et la demande externe qui s'est également bien portée au cours du trimestre sous revue, bénéficiant de la réouverture de l'économie chinoise.

Graphique 8 : Contribution des composantes à la formation du PIB réel (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

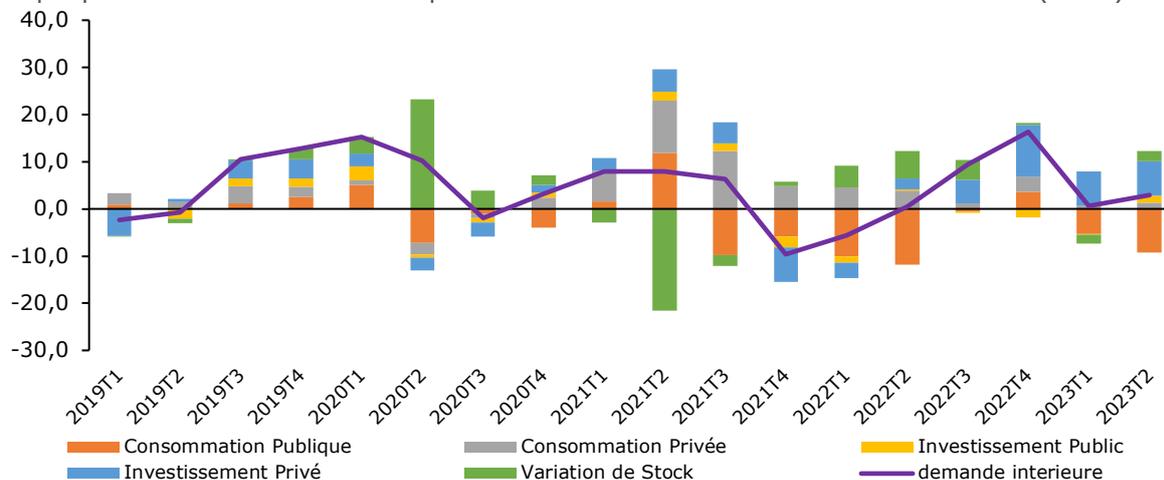
#### 2.1.1.1. Demande intérieure

Au deuxième trimestre 2023, la demande intérieure s'est améliorée de 2,9 % en glissement annuel, contre 0,6 % au trimestre précédent. Elle est principalement portée par les investissements alors que la consommation s'est détériorée au cours du trimestre sous revue. La contribution de la demande intérieure à la croissance s'est établie à 2,6 points de pourcentage (pp) contre 0,5 pp au trimestre précédent.

Les investissements, tant publics que privés, ont performé durant le deuxième trimestre avec une croissance de 53,1 %, en glissement annuel. Les investissements publics, qui après s'être contractés de 1,5 % en glissement annuel, au premier trimestre 2023, se sont accrus de 68,4 %, dans un contexte d'intensification des travaux d'infrastructures publiques, notamment routières, dans tout le pays. Leur contribution à la croissance

économique a été de 1,31 pp au deuxième trimestre 2023, après des contributions négatives sur les deux trimestres précédents. Parallèlement, les investissements privés se sont accrus de 50,8 %, en raison de la mise en œuvre des projets dans le secteur minier. La contribution des investissements privés à la croissance du PIB réel s'est établie à 6,6 pp, soit une hausse de 0,2 pp par rapport au trimestre précédent.

Graphique 9 : Contribution des composantes à la formation de la demande intérieure (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Contrairement aux investissements, la consommation finale globale continue de se contracter progressivement, en passant d'une baisse de 6,9 % au premier trimestre 2023 à une baisse de 11,8 % au deuxième trimestre 2023. Cette contraction est expliquée par le ralentissement de la consommation finale publique en dépit d'une amélioration de la consommation finale privée.

En effet, au deuxième trimestre 2023, la consommation publique s'est contractée de 61,6 %, en glissement annuel, contre une baisse de 40,6 % au trimestre précédent, en raison de la gestion rationnelle des dépenses courantes, notamment les dépenses de fonctionnement. La contribution de la consommation publique est ressortie négative de 8,3 pp au deuxième trimestre 2023.

Par contre, la consommation finale privée s'est accélérée en glissement annuel, en passant de 1,3 % au premier trimestre 2023 à 2,4 % au deuxième trimestre 2023. Cette progression est imputable à l'amélioration des revenus des ménages, en lien avec la maîtrise de l'inflation. La contribution de la consommation finale privée à la croissance du PIB réel a été de 1,1 pp au deuxième trimestre 2023, contre 0,6 pp au trimestre précédent.

#### 2.1.1.2. Demande externe

Comme au premier trimestre 2023, la demande externe a positivement contribué à la croissance du PIB réel 2023 en s'accroissant de 40,7 % au deuxième trimestre 2023, découlant de l'amélioration de l'excédent de la balance commerciale. Cet excédent résulte d'une progression des exportations de biens et services et d'une baisse des importations de biens et services, essentiellement, du fait de l'effet prix des produits pétroliers.

Ainsi, au deuxième trimestre 2023, les exportations se sont accrues de 11,9 % en glissement annuel, en lien principalement avec l'amélioration des exportations des produits miniers, notamment la bauxite. Leur contribution à la croissance du PIB réel s'est établie à 2,4 pp au deuxième trimestre 2023.

En revanche, malgré une progression de 3,5 % au trimestre précédent, les importations se sont contractées de 21,4 %, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2023, résultant de la baisse des importations de produits pétroliers, consécutive à la baisse du cours des barils sur le marché international. Sa contribution à la croissance économique est ressortie à 2,0 pp, contre une contribution négative de 0,2 % au trimestre précédent.

Tableau 3 : Evolution des Exportations et des Importations de la Guinée (en %)

	2021T3	2021T4	2022T1	2022T2	2022T3	2022T4	2023T1	2023T2
<b>PIB réel</b>	4,6	4,9	5,9	6,1	5,7	4,5	2,7	7,0
<b>Importations</b>	-34,2	-3,0	-33,2	-3,8	13,0	-9,5	3,5	-21,4
<b>Exportations</b>	-22,4	74,9	69,3	32,7	-9,6	-31,2	13,6	11,9

Source : Banque Centrale de la République de Guinée-Estimation du PIB trimestriel

### 2.1.2. Marché de l'emploi

Au deuxième trimestre 2023, le nombre de demandeurs d'emploi auprès des agences formelles a baissé de 17,9 % par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 1 304. Par rapport à deuxième trimestre 2022, cette demande est également en baisse de 29,5 %. Les demandeurs d'emploi inscrits ont majoritairement le profil Commerce, administration et droit.

Après une hausse de 27,6 %, enregistrée au trimestre précédent, les créations d'entreprises ont connu une baisse de 17,6 % en variation trimestrielle, pour se chiffrer à 4 131 entreprises créées. Ces entreprises sont créées, principalement, dans le secteur du commerce, de l'industrie. Au total, 232 entreprises privées se sont affiliées à la CNSS, soit une baisse trimestrielle de 24,4% après +29,5% au trimestre précédent.

S'agissant des offres d'emploi au deuxième trimestre 2023, elles sont en baisse de 28,8%, après une hausse de 11,7% au trimestre précédent. Parallèlement, il a été dénombré une baisse de 57,1 % des embauches réparties comme suit : 144 postes pourvus par les agences privées de placement, 367 dans l'Administration centrale (dont 33 contractuels d'Etat ), et 885 dans l'Administration locale.

Au deuxième trimestre 2023, l'on a compté 127 235 agents de l'administration publique, soit une baisse de 2,6% par rapport au trimestre précédent. Les fonctionnaires constituent près 80 % de cet effectif.

## 2.2. Activité économique

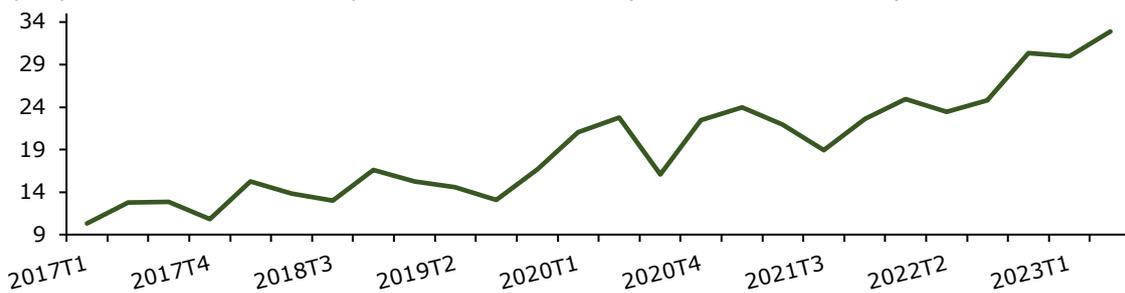
### 2.2.1. Production industrielle

#### 2.2.1.1. Production minière

- **Production de Bauxite**

La Guinée a enregistré l'entrée en production de certaines sociétés minières. Cette présence de nouvelles sociétés dans le secteur minier et l'accroissement de la demande chinoises de bauxite se sont traduites par une amélioration de la production de bauxite de 9,7 % par rapport au trimestre précédent, pour se situer à 32,9 millions de tonnes au deuxième trimestre 2023. En glissement annuel, la production de bauxite s'est accrue de 40,2 %.

Graphique 10 : Evolution de la production de bauxite (en millions de tonnes)

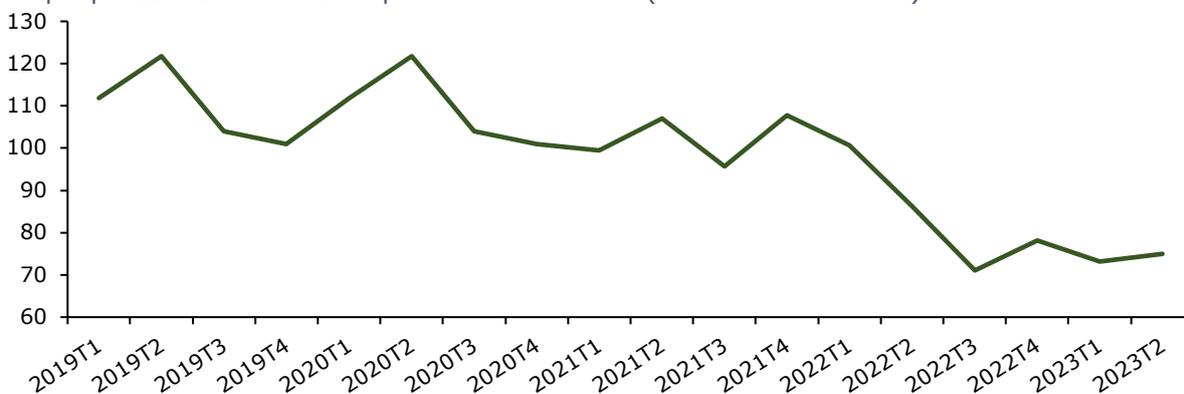


Source : Ministère des Mines et de la Géologie

• **Production d’Alumine**

En progression de 2,5 % par rapport au premier trimestre 2023, la production d’alumine s’établit à 74 902 tonnes au deuxième trimestre 2023. En glissement annuel, elle s’est contractée de 13,3 %.

Graphique 11 : Evolution de la production d’alumine (en milliers de tonnes)

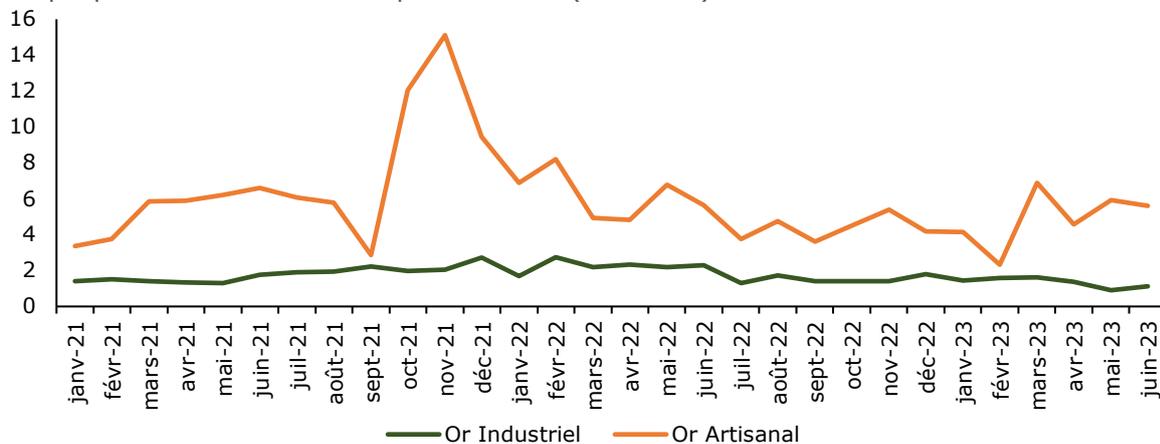


Source : Ministère des Mines et de la Géologie

• **Expédition de matières précieuses**

Les expéditions d’or, enregistré au niveau de la BCRG, ont progressé de 8,5 % par rapport au trimestre précédent, pour s’établir à 19,5 tonnes au deuxième trimestre 2023, en lien avec le démarrage de l’exploitation d’une nouvelle mine dans la préfecture de Kouroussa. En glissement annuel, ces expéditions ont baissé de 19,0 %.

Graphique 12 : Evolution des expéditions d’or (en tonnes)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les expéditions de diamant, par le canal de la BCRG ont presque doublé, en se situant à 56 427 carats au deuxième trimestre 2023, contre 17 566 carats au trimestre précédent. Par contre, ces expéditions ont baissé de 20,4 %, en glissement annuel.

### 2.2.1.2. Activités industrielles

- **Production d'eau et d'électricité**

Au deuxième trimestre 2023, la production d'eau a diminué légèrement de 1,2 % par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 160 300 000 m<sup>3</sup>, en lien avec les travaux d'entretien au niveau de certaines conduites d'eau et la floraison des forages dans la capitale.

Compte tenu de la disponibilité d'eau au niveau des barrages en raison de la saison pluvieuse et l'approvisionnement continue des centrales thermiques en hydrocarbure, la production d'électricité s'est améliorée de 10,5 % par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 956 822 mégawatts au deuxième trimestre 2023. En glissement annuel, elle a augmenté de 6,5 %.

## 2.3. Secteur monétaire et financier

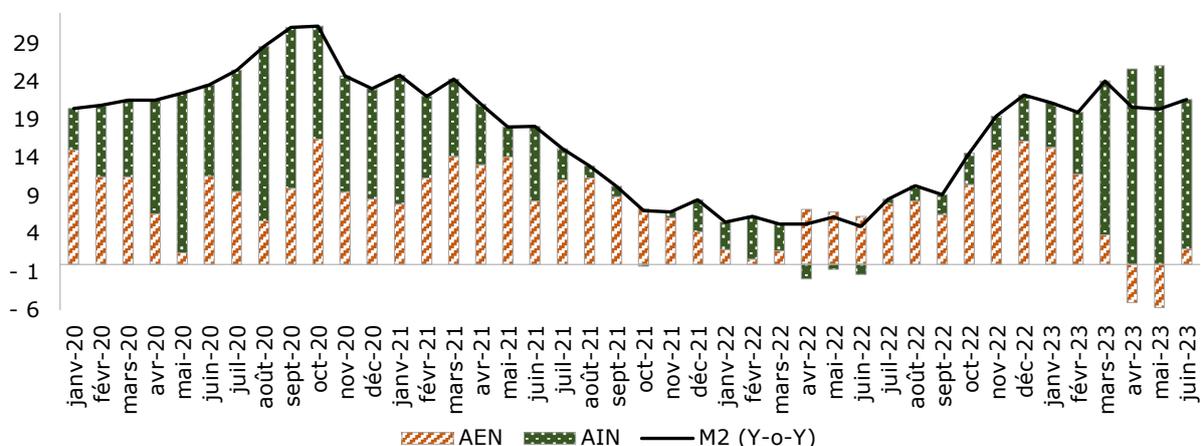
### 2.3.1. Masse monétaire

Le second trimestre 2023 s'est caractérisé par un ralentissement de la croissance de la masse monétaire qui s'est située à 21,6 %, en glissement annuel, contre 24,1 % au premier trimestre 2023. Ainsi, à fin juin 2023, la masse monétaire s'est établie à GNF 50 850,4 milliards. La hausse observée de la masse monétaire, au cours du trimestre sous revue, est essentiellement expliquée par la hausse des avoirs intérieurs nets, du côté des contreparties, et de l'amélioration des dépôts en devises et des dépôts en GNF, selon les composantes.

#### 2.3.1.1. Contreparties de la masse monétaire

L'augmentation de la masse monétaire, en glissement annuel, à fin juin 2023, est expliquée principalement par un accroissement des avoirs intérieurs net de 33,5 % et dans une moindre mesure par celle des avoirs extérieurs nets de 5 %.

Graphique 13 : Croissance de la masse monétaire et ses contreparties (% contributions)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les avoirs extérieurs nets s'élèvent à GNF 18 270,81 milliards à fin juin 2023, contre GNF 17 407,5 milliards à fin juin 2022, soit une hausse de 5 %. Cette hausse est essentiellement liée à l'amélioration de 27,3 % des avoirs extérieurs nets des banques commerciales et est atténuée par la baisse des avoirs extérieurs nets de la BCRG.

Les avoirs extérieurs nets de la BCRG se sont contractés de près 5 % par rapport à fin juin 2022, pour se situer à GNF 11 580,51 milliards, en raison, entre autres, des transferts à l'étranger qui sont effectués par la BCRG pour le compte des banques, du règlement des dépenses courantes de l'Etat, du paiement des charges financières de la dette extérieure, des prestations du pèlerinage 2023 et des paiements pour le compte des entreprises publiques.

Par contre, les avoirs extérieurs nets des banques commerciales se sont accrus de 27,3 %, en glissement annuel, pour atteindre GNF 6 690,31 milliards à fin juin 2023.

Concernant les avoirs intérieurs nets, à fin juin 2023, ils se sont situés à GNF 32 579,54 milliards, contre GNF 24 395,4 milliards un an auparavant, soit une hausse de 33,5 %, en lien avec la hausse créances nettes sur le secteur privé de 20,3 % et la détérioration de la position nette du trésor (PNT) de 12,9 % dans les livres de la Banque Centrale et ceux des banques de dépôts.

Tableau 4 : Avoirs intérieurs nets (en Milliards de GNF)

	<b>mars-22</b>	<b>juin-22</b>	<b>sept-22</b>	<b>déc-22</b>	<b>mars-23</b>	<b>juin-23</b>
<b>AIN</b>	<b>26 194,5</b>	<b>24 395,4</b>	<b>26 580,9</b>	<b>29 246,6</b>	<b>34 593,1</b>	<b>32 579,5</b>
<b>Créances sur le Secteur Public</b>	19 264,2	17 710,8	17 739,9	20 003,9	20 877,2	20 305,9
<b>dont PNT</b>	10 736,3	8 280,6	8 853,7	9 575,5	9 738,8	9 351,9
<b>Créances sur le Secteur Privé</b>	14 707,5	14 893,4	16 350,7	17 249,2	17 519,8	17 916,1
<b>Autres Postes nets</b>	-7 777,2	-8 208,8	-7 509,7	-8 006,5	-3 803,9	-5 642,5

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

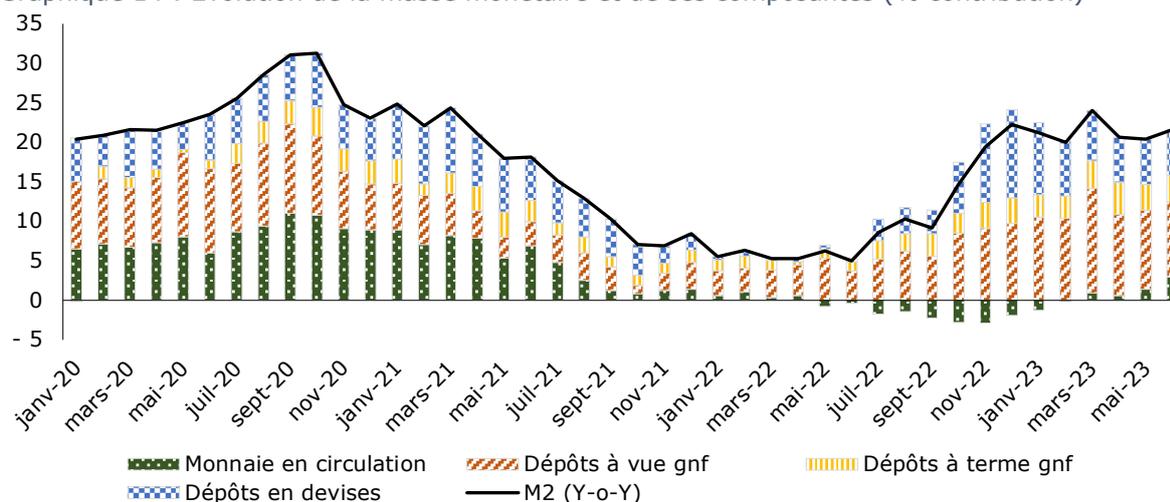
En effet, les créances nettes sur le secteur privé se sont accrues de 20,3 % en glissement annuel pour se situer à GNF 17 916,1 milliards. Cette amélioration est le résultat de la mise en place de nouvelle ligne de crédit en faveur des secteurs du commerce, des mines, de l'industrie et des BTP. Par rapport à fin mars 2023, les crédits au secteur privé se sont également améliorés de 2,3 %.

La détérioration de la PNT est constatée aussi bien dans les livres de la BCRG (12,9 %) que ceux des banques de dépôt (11,5 %). La détérioration de la PNT dans les livres de la BCRG est expliquée par le remboursement des titres d'états et le paiement de certaines dépenses de l'Etat. Du côté des banques de dépôts, la détérioration est liée à l'augmentation des souscriptions nettes des BDT et des Emprunts obligataires de l'Etat. Par contre, par rapport à fin mars 2023, la PNT dans les livres de la BCRG s'est améliorée de 4 %, tandis qu'elle s'est légèrement détériorée de 1,3 % dans les livres des banques de dépôts.

### 2.3.1.2. Composantes de la masse monétaire

La hausse, en glissement annuel, de la masse monétaire à fin juin 2023 est portée essentiellement par l'accroissement des dépôts en devises et des dépôts en GNF. Les dépôts en GNF continuent d'être la principale composante qui contribue, le plus, à la croissance de la masse monétaire.

Graphique 14 : Evolution de la masse monétaire et de ses composantes (% contribution)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A fin juin 2023, la quantité de monnaie en circulation s'est accrue de 10,2 %, en glissement annuel, pour s'établir à GNF 13 085,5 milliards, en lien avec la détérioration de la position nette du Trésor (PNT) dans les livres de la BCRG. Par rapport à fin mars 2023, elle a aussi augmenté de 5,1 %.

Quant aux dépôts en francs guinéens, ils ont enregistré une augmentation de 26,0 %, en glissement annuel, pour se situer à GNF 26 112,6 milliards. Ils sont essentiellement portés par la hausse des créances sur le secteur privé, notamment en faveur des secteurs du commerce, des mines, de l'industrie et des BTP. En revanche, par rapport à fin mars 2023, les dépôts en GNF se sont contractés de près de 4 %, en lien avec le recul des dépôts à vue de 5,4 % et contenue par une amélioration des dépôts à terme de 2,3 %.

Tableau 5 : Décomposition des dépôts (GNF et devise)

	mars-22	juin-22	sept-22	déc-22	mars-23	juin-23
<b>Dépôts en GNF</b>	20 206,6	20 729,0	22 903,2	24 985,9	27 167,9	26 112,6
<b>dont à vue gnf</b>	16 339,1	16 681,9	18 164,3	19 921,7	21 860,2	20 683,0
<b>à terme gnf</b>	3 867,6	4 047,1	4 738,9	5 064,3	5 307,7	5 429,6
<b>Dépôts en devises</b>	9 335,8	9 204,0	10 130,8	13 305,7	12 003,2	11 652,3

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La structure des dépôts en GNF montre qu'ils sont constitués à 80 % des dépôts à vue et 20 % des dépôts à terme.

S'agissant des dépôts en devises, ils ont été marqués par une hausse de 26,6 %, en glissement annuel, pour atteindre GNF 11 652,3 milliards (USD 1 369 millions) à fin juin 2023. Par rapport à fin mars 2023, ils se sont contractés de 2,9 %, en raison des règlements des lettres de crédit à l'étranger pour le compte de la clientèle résidente.

### 2.3.1.3. Base monétaire

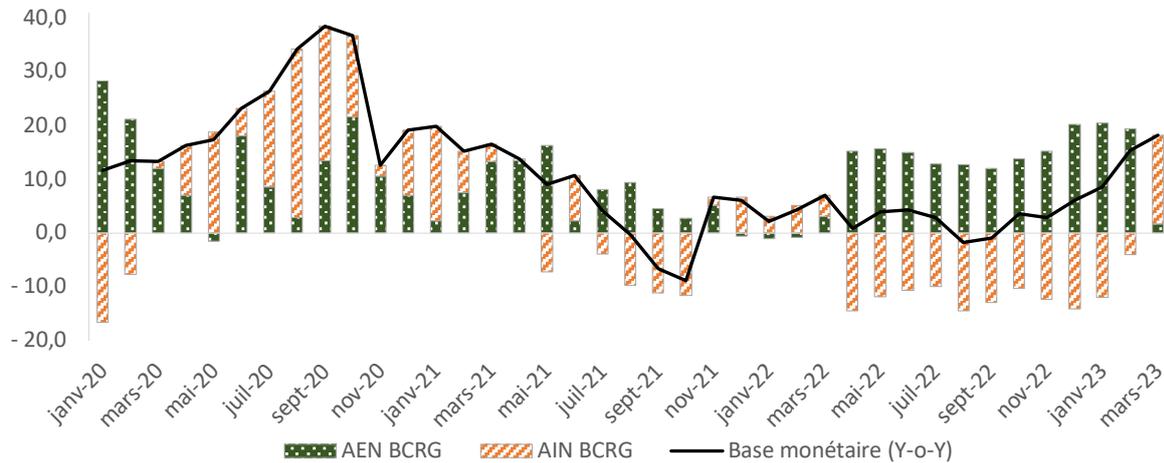
La base monétaire s'est accrue de 11,2 %, en glissement annuel, et de 17,7% par rapport à fin mars 2023, pour se situer à GNF 20 287,3 milliards à fin juin 2023, en raison du renforcement des avoirs intérieurs nets de la BCRG.

Les avoirs intérieurs nets de la BCRG qui étaient de GNF 6 817,7 milliards à fin juin 2022, se sont améliorés de 42,8 %, en s'établissant à GNF 8 706,8 milliards à fin juin 2023.

Par rapport à fin mars 2023, ces avoirs ont baissé de 23,9 %, en raison de l'amélioration de la PNT dans les livres de la BCRG.

Par contre, les avoirs extérieurs nets de la BCRG ont baissé de 4,7 %, en glissement annuel, pour atteindre GNF 11 580,5 milliards à fin juin 2023. Cette baisse est imputable à celle des avoirs en devises de 38,8 %, principale composante des avoirs extérieurs nets de la BCRG.

Graphique 15 : Evolution de la base monétaire et contributions de ses contreparties (%)



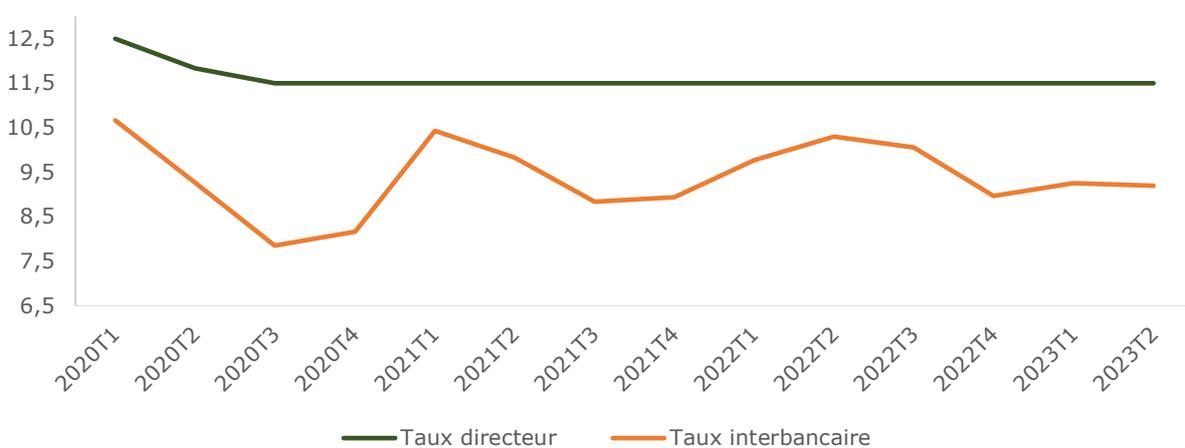
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

### 2.3.2. Conditions monétaires

#### 2.3.2.1. Evolution des taux d'intérêt

Afin de soutenir l'activité économique, la Banque Centrale a poursuivi sa politique monétaire prudente, en maintenant inchangés ses taux le 16 juin 2023. En effet, lors de la réunion du Comité de Politique Monétaire tenue en juin 2023, la BCRG, sur recommandation du Comité de Politique Monétaire, a maintenu le taux directeur et le taux des réserves obligatoires à 11,5 % et 15 %, respectivement.

Graphique 16 : Evolution de certains taux d'intérêt



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Concernant les taux pratiqués par les banques, le taux créditeur minimum sur les dépôts à terme est ressorti en moyenne à 3,5 %, contre 3,8 % au cours du trimestre précédent, soit une baisse de 30 points de base. Cependant, il s'est accru de 10 points de base en glissement annuel.

S'agissant du taux créditeur minimum sur les comptes d'épargne, il est resté quasi constant à 2,8 % depuis le dernier trimestre 2022.

Sur la même période, le taux débiteur maximum des banques s'est situé en moyenne à 18,2 %, contre 18,8 % au cours du trimestre précédent, soit une baisse de 60 points de base. Ce taux a chuté également de 120 points de base par rapport à la même période de l'année dernière.

Tableau 6 : Taux créditeurs et débiteurs (en %)

Trimestre	Taux créditeurs sur les comptes d'épargne (Min)	Taux créditeurs sur les dépôts à terme	Taux de base bancaire	Taux débiteurs sur opérations de crédits (Max)
2022T1	2,6	3,7	15,3	18,3
2022T2	2,7	3,4	15,3	19,4
2022T3	2,7	3,8	15,3	19,0
2022T4	2,8	3,9	15,4	19,1
2023T1	2,8	3,8	15,3	18,8
2023T2	2,8	3,5	15,1	18,2

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

### 2.3.2.2. Evolution de la liquidité bancaire et des transactions sur le marché interbancaire

La croissance en glissement annuel de la liquidité globale du système bancaire s'est décélérée à 13,4 %, contre 15,7 % en juin 2022 et 47,9 % en mars 2023, pour atteindre GNF 6 663,3 milliards à juin 2023. Cette décélération est imputable à la contraction des réserves excédentaires de 82,1 %, en dépit d'une progression aussi bien des réserves obligatoires (26,5 %) que des encaisses des banques (28,3 %). La contraction des réserves excédentaires est liée à la souscription successivement des institutions financières aux BDT et aux emprunts obligataires. La hausse des réserves obligatoires et des encaisses des banques est le résultat de la collecte des dépôts .

Le marché interbancaire s'est traduit par un dynamisme qui s'est ressenti au niveau du volume global des transactions ainsi que sur les taux des différentes maturités. Ainsi, le volume global des transactions s'est élevé à GNF 6 199 milliards au deuxième trimestre 2023, en amélioration de GNF 723 milliards par rapport au trimestre précédent et de GNF 353 milliards en glissement annuel.

Parallèlement, au deuxième trimestre 2023, le taux d'intérêt moyen pondéré des transactions, toutes maturités confondues, s'est établi à 9,2 %, contre 10,3 % à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 110 points de base. Par rapport au trimestre précédent, ce taux a également baissé de 10 points de base. Ce taux moyen pondéré reste toujours en deçà du taux directeur.

En termes de structure par compartiment, le volume des transactions interbancaires à une semaine représente 41 % du volume global des transactions au deuxième trimestre 2023, contre 67,4 % au trimestre précédent. Le taux moyen pondéré sur ce compartiment à une semaine s'est situé à 9,4 % au deuxième trimestre 2023, contre 9,2 % au trimestre précédent et 8,6 % au deuxième trimestre 2022.

Tableau 7 : Transactions sur le marché interbancaire

Trimestre	Volume total des transactions (Milliards GNF)		Taux moyen pondéré	
	Toutes maturités confondues	Maturité à une semaine	Toutes maturités confondues	Maturité à une semaine
<b>2022T1</b>	790	405	9,8%	10,0%
<b>2022T2</b>	1160	467	10,3%	8,6%
<b>2022T3</b>	1319	606	10,1%	9,9%
<b>2022T4</b>	926	174	9,0%	9,1%
<b>2023T1</b>	5476	3689	9,3%	9,2%
<b>2023T2</b>	6199	2510	9,2%	9,4%

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

### 2.3.3. Marché des Bons du trésor

Le marché des Bons du Trésor a poursuivi son dynamisme amorcé depuis le début de l'année 2023, dans un contexte de besoin croissant de trésorerie de l'Etat. Cette situation s'est reflétée sur le volume des différentes émissions des titres.

Ainsi, le montant global des émissions pour le compte du Ministère de l'Economie et des Finances est passé de GNF 3 681 milliards au deuxième trimestre 2022 à GNF 5 175,8 milliards en juin 2023, soit une augmentation de 40,6 %. Sur la même période, le montant souscrit par les Banques, les Compagnies d'Assurances et les Mutuelles a enregistré un recul de 6,9 % pour se chiffrer à GNF 3 382,1 milliards au deuxième trimestre 2023. Quant au volume global des offres adjudugées, il s'est situé à GNF 2 12,9 milliards, contre GNF 2 397,5 milliards en juin 2022, soit un accroissement 13,2 %. En conséquence, le taux d'absorption s'est amélioré, passant de 66 % au deuxième trimestre 2022 à 80,2 % au deuxième trimestre 2023.

Par rapport au trimestre précédent, les émissions, les souscriptions et les adjudications ont toutes baissé de 8,7 %, 35,9 % et 25,4 %, respectivement.

Au deuxième trimestre 2023, la situation de la liquidité sur le marché des Bons du Trésor s'est caractérisée par une baisse des taux d'intérêt de toute maturité confondue. En effet, le taux moyen pondéré des BdT à 364 jours est passé de 13,4 % au deuxième trimestre 2022 à 11,3 % au deuxième trimestre 2023, soit une baisse de 2,1 points de pourcentage (pp). Sur la même période, les taux moyens pondérés des BdT à 182 jours et à 91 jours ont, chacun, enregistré une baisse d'environ 1,4 pp. Par rapport au trimestre précédent, les taux de maturités de 364 jours, 182 jours et 91 jours ont enregistré des baisses de 2,1 pp, 1,7 pp et 2,5 pp, respectivement.

### 2.3.4. Marché des changes

#### 2.3.4.1. Cours de change

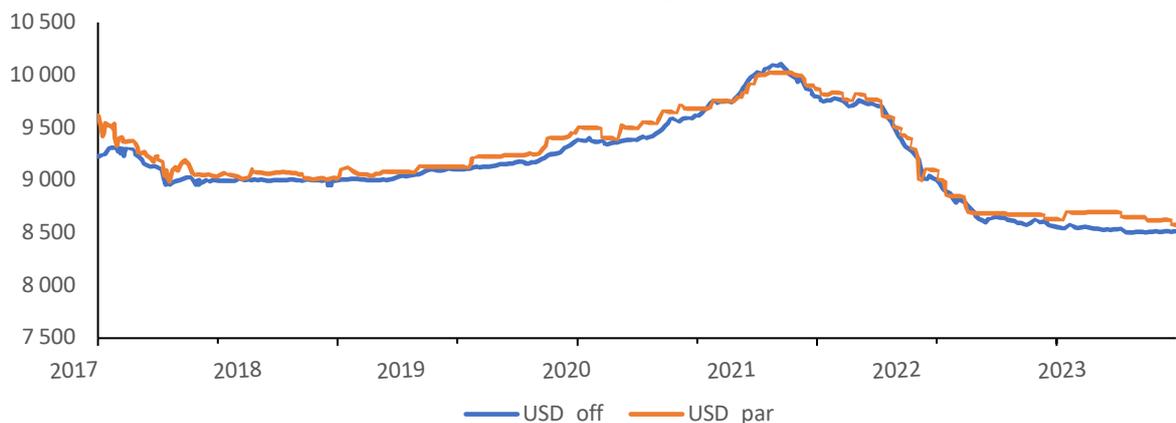
Comparé au trimestre précédent, le franc guinéen a poursuivi son appréciation vis-à-vis du dollar américain au cours du deuxième trimestre 2023. Par contre, par rapport à l'euro, le franc guinéen s'est déprécié.

En effet, concernant le dollar, le taux de change officiel à fin juin 2023 s'est situé à GNF 8 511,824, soit une appréciation de 1,5 % par rapport à fin juin 2022. De même, le taux de change des bureaux de change agréés s'est chiffré à GNF 8 628, représentant une appréciation de 0,7 % par rapport à fin juin 2022.

Toutefois, il faut noter que par rapport à fin mars 2023, le franc guinéen a enregistré une dépréciation de 0,1 % sur le marché officiel. Par contre, il s'est apprécié de 0,3 % dans les bureaux de change agréés.

Par ailleurs, la prime de change du dollar US s'est davantage creusé, passant de 0,5 % à fin juin 2022 à 1,4 % à fin juin 2023.

Graphique 17 : Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport aux principales devises



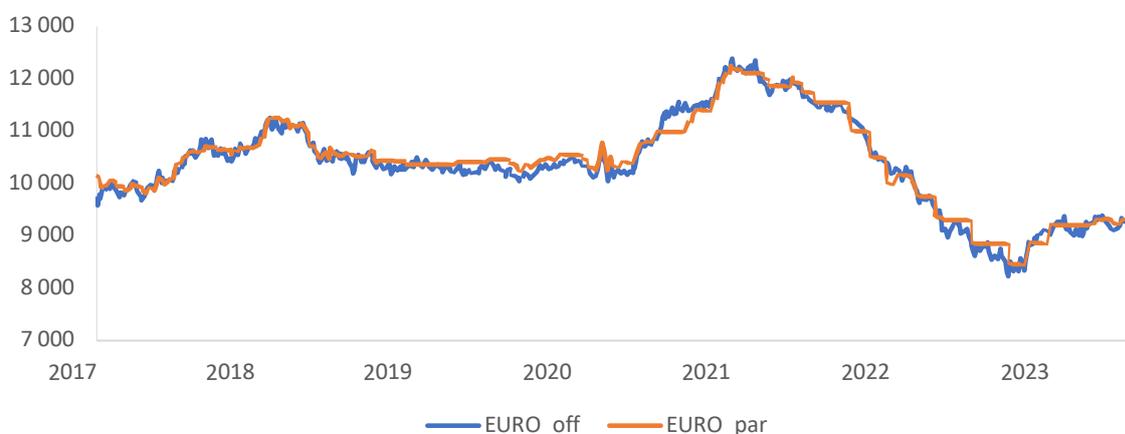
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Par rapport à l'euro, le franc guinéen a enregistré des dépréciations aussi bien sur le marché officiel que dans les bureaux de change agréés. En effet, le taux de change officiel s'est situé à GNF 9 310,2308 à fin juin 2023, contre GNF 9 092,099 à la même période de l'année précédente, soit une dépréciation de 2,4 %. De même, dans les bureaux de change agréés, il s'est situé à GNF 9 300, soit le même niveau qu'à fin juin 2022.

Par rapport à fin mars 2023, le taux de change de l'euro sur le marché officiel et celui des bureaux des changes agréés se sont également appréciés de 0,6 % et 1,1 %, respectivement. La prime de change de l'euro s'est rétrécie, passant de 2,2 % à -0,1 %.

A fin août 2023, le franc guinéen a poursuivi sa tendance d'appréciation. En effet, il s'est apprécié de 0,3 % par rapport à fin juin 2023, pour se situer à GNF 8 482,5 le dollar. Vis-à-vis de l'euro, il s'est également apprécié de 0,8 % pour atteindre GNF 9 234,1.

Graphique 18: Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport à l'euro

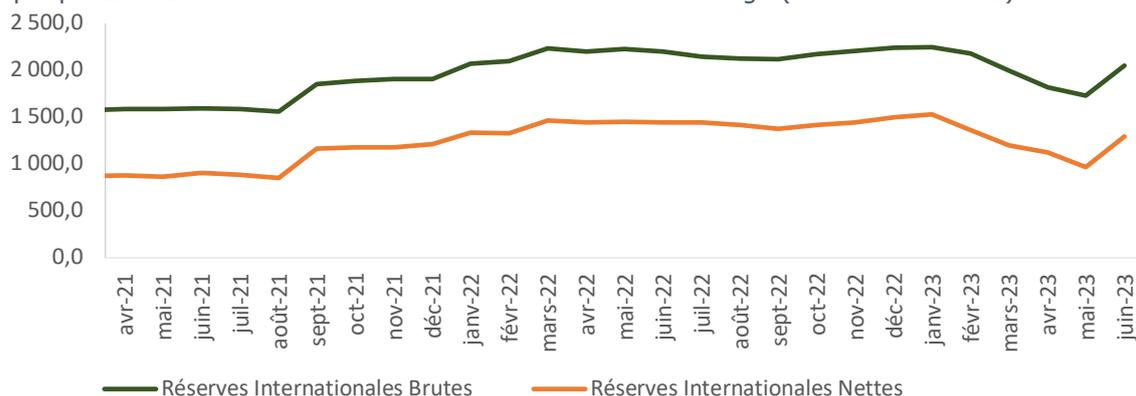


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

### 2.3.4.2. Réserves de change

Les réserves de change, en glissement, ont diminué au cours du second trimestre 2023, suite à la baisse des réserves brutes de change 10,9 % et des réserves internationales nettes de 10,4 %. A fin juin 2023, les réserves brutes de change se sont situées à USD 2 047,9 millions et les réserves internationales nettes à USD 1 294,4 millions. Toutefois, elles sont en hausse, respectivement, de 2,6 % et de 7,9 %, par rapport à fin mars 2023. Ce niveau de réserves est suffisant pour couvrir plus de quatre (4) mois d'importations de biens et services.

Graphique 19 : Evolution des réserves brutes et nettes de change (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

### 2.3.5. Evolution des activités bancaires

A fin juin 2023, les activités bancaires se sont caractérisées par une hausse des crédits octroyés et des dépôts collectés. Toutefois, depuis le début de l'année 2023, le rythme de croissance des dépôts collectés a ralenti.

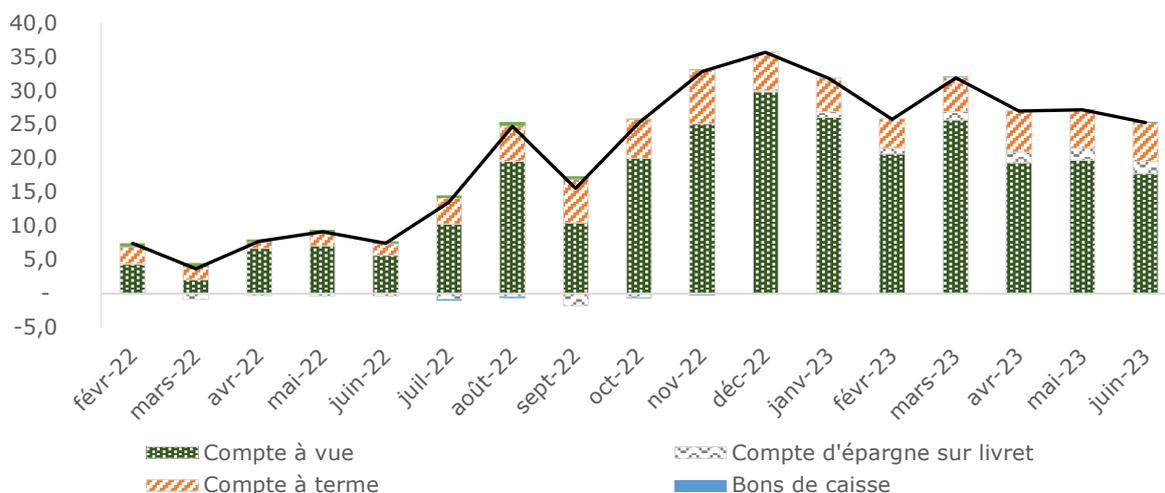
#### 2.3.5.1. Évolution des dépôts

A fin juin 2023, les dépôts collectés par les banques se sont accrus de 25,3 % en glissement annuel pour atteindre GNF 37 713,2 milliards, contre un taux de croissance de 31,9 % à fin mars 2023. Cette hausse est essentiellement due aux dépôts à vue qui ont contribué à 17,7 points de pourcentage au total des dépôts. Par rapport à fin mars 2023, ces dépôts bancaires ont baissé de 2,9 %. La baisse des dépôts à vue est la principale raison du ralentissement de la croissance des dépôts totaux collectés.

En effet, les dépôts à vue, qui représentent près des deux tiers des dépôts bancaires collectés, se sont situés à GNF 24 933 milliards à fin juin 2023, en hausse de 27,2 % en glissement annuel. Ces dépôts continuent d'enregistrer une décélération de leur croissance depuis janvier 2023.

Les comptes d'épargne sur livret sont passés de GNF 6 013,8 milliards à fin juin 2022 à GNF 6 547,4 milliards à fin juin 2023, soit une hausse de 8,9 %. Ces dépôts représentent 17,4 % des dépôts totaux. Sur la même période, les dépôts à terme se sont accrus de 40,8 %, en glissement annuel, pour atteindre GNF 6 000 milliards à fin juin 2023. Toutefois, ces dépôts à terme qui constituent 15,9 % des dépôts bancaires, ont une durée n'excédant pas deux ans.

Graphique 20 : Evolution des dépôts et contribution de ses composantes (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

### 2.3.5.2. Évolution des crédits

A fin juin 2023, l'encours global des crédits octroyés par les banques s'est chiffré à GNF 16 371,7 milliards, en hausse de 29,8 % par rapport à la même période de l'année dernière. Cette hausse s'explique par l'accroissement des crédits à court terme et des crédits à moyen terme.

Les crédits à court terme sont passés de GNF 6 859,3 milliards à fin juin 2022 à GNF 9 646,1 milliards à fin juin 2023, soit une hausse de 40,6 %. Plus de la moitié des crédits à court terme sont composés de crédits liés à la facilité de caisse accordée aux sociétés privées, aux particuliers et au secteur public.

Concernant les crédits à moyen terme, ils se sont chiffrés à GNF 6 32,3 milliards à fin juin 2023, soit une hausse de 15,8 % par rapport à fin juin 2022. A fin juin 2023, ces crédits à moyen terme sont essentiellement composés de crédits d'investissement (GNF 3 548,8 milliards).

Quant au crédit à long terme, bien que relativement faibles (GNF 693,3 milliards à fin juin 2023), ils se sont accrus de 26,7 %, en glissement annuel.

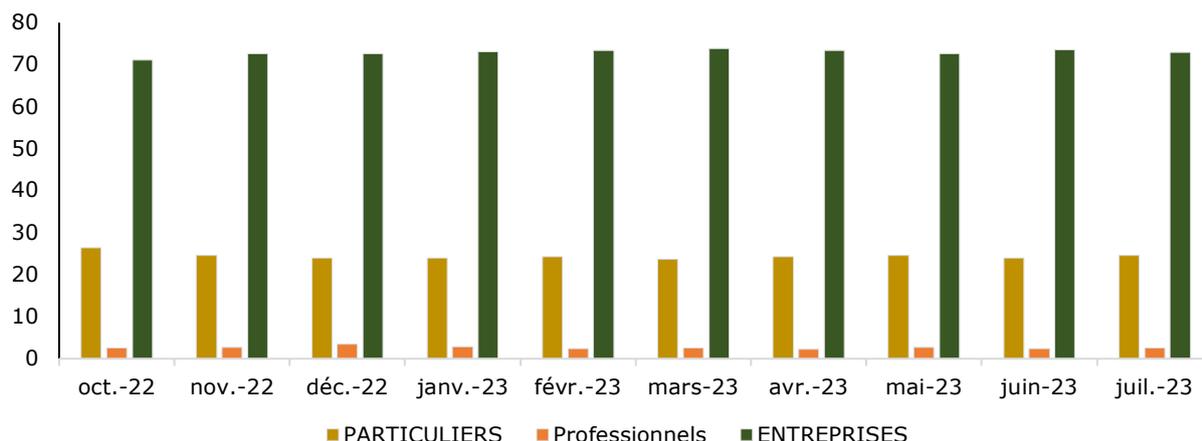
Graphique 21 : Structure des crédits par durée en 2022 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La structure des crédits accordés selon le statut juridique des bénéficiaires laisse apparaître une prédominance des créances sur les entreprises, qui concentrent 72,8 % du total des crédits à fin juin 2023. Les particuliers et les professionnels n'ont bénéficié que de 24,6 % et de 2,6 %, respectivement des crédits à l'économie.

Graphique 22 : Répartition des crédits par statut juridique des bénéficiaires



Suivant la structure par terme, les crédits à court terme sont prédominants avec 53,3 % des crédits alloués à l'économie. Les crédits à moyen terme représentent 42,9 % et la part des crédits à long terme a été de 5,1 %.

Au niveau des entreprises, 58,3 % des crédits sont alloués aux grandes entreprises, 41,7 % pour les petites et moyennes entreprises (PME). L'essentiel des crédits alloués aux entreprises sont des crédits à court terme qui représentent 62,6 % des crédits, contre 35,8 % pour les crédits à moyen terme et 1,6 % pour les crédits à court terme.

Au niveau des particuliers, une grande partie des crédits, soit 63,5 % sont des crédits à la consommation. Les crédits à court terme et à long terme ne représentent que 21,3 % et 15,2%, respectivement.

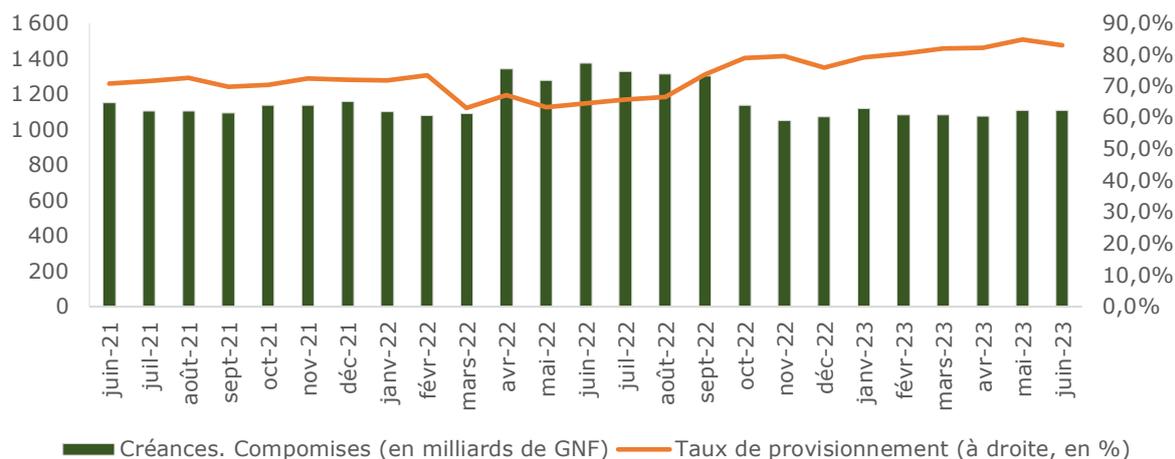
Les crédits à la consommation et à court terme sont prédominants au niveau des professionnels, avec 48,6 % et 46,5 %, respectivement, contre 4,9 % pour les crédits à long terme.

### 2.3.6. Stabilité financière

La qualité du portefeuille du secteur bancaire a continué de s'améliorer au cours du deuxième trimestre 2023. En effet, les créances compromises, en se situant à GNF 1 132,9 milliards à fin juin 2023, ont enregistré une baisse de près de 7 %, en glissement annuel, après une baisse de 10,7 % enregistrée à fin mars 2023.

Pour couvrir ces créances compromises, les banques ont constitué des provisions qui se sont élevées à GNF 940 milliards à fin juin 2023, soit une couverture de 83 %. Ce niveau de provisionnement est supérieur aux niveaux constitués au deuxième trimestre 2022 (65 %) et au premier trimestre 2023 (80,5 %).

Graphique 23 : Créance compromises et niveau de provision



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

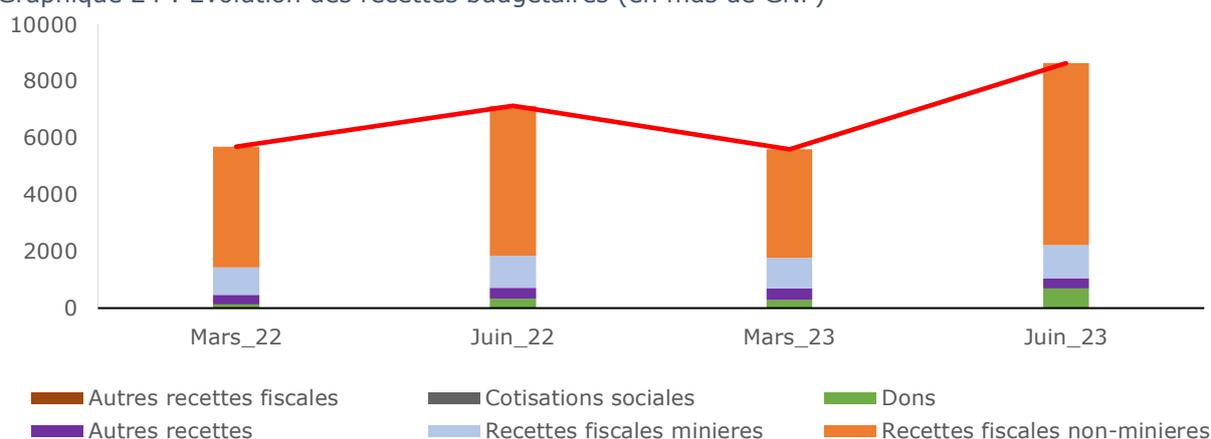
## 2.4. Secteur des finances publiques

Contrairement au premier trimestre 2023, l'exécution budgétaire s'est traduite par une détérioration des principaux soldes budgétaires au deuxième trimestre 2023. En effet, les soldes budgétaires ont été déficitaires, en raison d'une augmentation importante des dépenses publiques, atténuée par une nette amélioration des recettes budgétaires.

### 2.4.1. Recettes

Au terme du deuxième trimestre 2023, les recettes mobilisées par l'Etat ont progressé de plus que de moitié pour s'établir à GNF 8 637,8 milliards, contre GNF 5 600,1 milliards au premier trimestre 2023. En glissement annuel, elles se sont contractées de 21,2%. La bonne mobilisation des recettes résulte des efforts de recouvrement des recettes fiscales, et de mobilisation des dons. Toutefois, cette hausse a été contenue par une contraction des recettes non-fiscales.

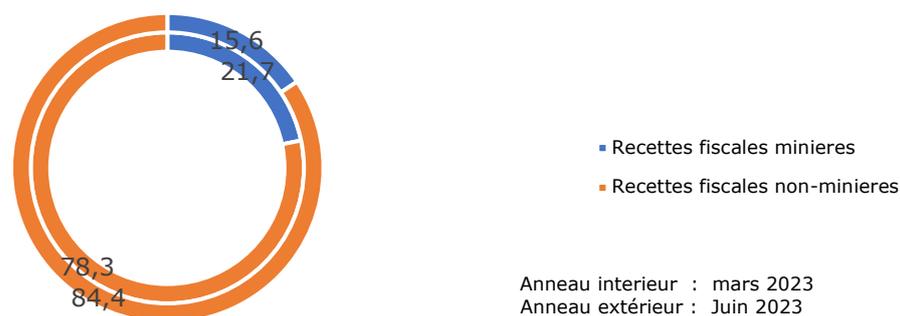
Graphique 24 : Evolution des recettes budgétaires (en mds de GNF)



Source : Ministère du budget

En effet, les recettes fiscales se sont accrues de 54,7 % par rapport au premier trimestre 2023, pour se situer à GNF 7 592,9 milliards au deuxième trimestre 2023, tirées principalement par la bonne performance enregistrée au niveau des recettes fiscales du secteur non-minier et dans une moindre mesure par celles du secteur minier.

Graphique 25 : Evolutions des recettes minières et non-minières en mars et juin 2023 (% des recettes totales)



Source : Ministère du Budget

Les recettes fiscales du secteur non-minier ont atteint GNF 6 408,1 milliards au deuxième trimestre 2023, contre GNF 3 839,8 milliards au trimestre précédent, soit une hausse de 66,9 %, en lien avec l'augmentation des recettes perçues au titre de l'impôt sur la valeur ajoutée de 24,4 %. En glissement annuel, les recettes fiscales non-minières se sont accrues de 21,4 %.

Aussi, les recettes fiscales du secteur minier sont passées de GNF 1 067,3 milliards au premier trimestre 2023 à GNF 1 184,8 milliards au deuxième trimestre 2023, soit une progression de 11 %, liée en partie aux effets de la modification de certaines composantes du Code des impôts, dans sa partie impôts sur le revenu. Cette progression reflète la hausse des impôts sur les revenus et les bénéficiaires des sociétés minières. En glissement annuel, les recettes minières ont augmenté de 3,3 %. Toutefois, la contribution de ce secteur aux recettes fiscales est en recul, passant de 21,7 % au premier trimestre à 15,6 % au second trimestre 2023.

Par Composante, la hausse des recettes fiscales, constatée au deuxième trimestre 2023, provient de celle des « impôts sur le revenu, les bénéficiaires, et les gains en capital » (GNF+1 866,7 milliards), des « impôts sur les biens et services » (GNF +690,6 milliards), et des « impôts sur le commerce extérieur » (GNF +100,4 milliards). Ces évolutions ont été contenues par la diminution de « impôts sur les salaires et la main d'œuvre », évalués à GNF 127,0 milliards au second trimestre 2023, contre GNF 128,1 milliards mobilisés au premier trimestre 2023.

Tableau 8 : Recettes mobilisées de l'Etat (en milliards de GNF)

	MARS-22	JUIN-22	MARS-23	JUIN-23
Recettes	5 688,0	7 126,2	5 600,7	8 637,8
Recettes fiscales	5 235,1	6 427,2	4 907,1	7 592,9
Recettes fiscales minières	980,0	1 146,9	1 067,3	1 184,8
Recettes fiscales non-minières	4 255,1	5 280,2	3 839,8	6 408,1
Impôts sur le rev. Benef & capital	619,1	2 150,3	738,7	2 605,4
Impôts sur le salaire	103,7	91,5	128,1	127,0
Impôts sur le patrimoine	27,7	27,1	26,0	56,0
Impôts sur les biens & services	3 163,3	2 916,1	2 577,1	3 267,7
Impôt sur le commerce extérieur	1 313,8	1 236,3	1 432,6	1 533,0
Autres recettes fiscales	7,4	6,0	4,6	3,8
Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Ministère du Budget

Concernant les dons, l'Etat a mobilisé GNF 691,2 milliards au second trimestre 2023, soit presque le triple de son niveau atteint au trimestre précédent. En glissement annuel, les dons se sont accrus de 104,6 %. Ils sont uniquement constitués de dons en capital, mobilisés auprès des organisations internationales, en faveur de certains secteurs prioritaires de l'économie guinéenne, notamment, les secteurs du développement rural (49 %), Mines-industrie-Eau-Energies (13 %), infrastructures (3 %), social (19 %) et l'Administration (15 %).

Tableau 9 : Dons mobilisés par l'Etat (en milliards de GNF)

	Mars-22	Juin-22	Mars-23	Juin-23
Dons	113,6	334,8	288,5	691,2
Reçus d'administrations publiques étrangères	0	0	0	0
Reçus d'organisations internationales	113,6	334,8	288,5	691,2
Reçus d'autres unités d'administration publique	0	0	0	0

Source : Ministère du Budget

S'agissant des recettes non-fiscales, elles se sont contractées de 12,7 % par rapport au premier trimestre 2023 pour se situer à GNF 353,7 milliards au deuxième trimestre 2023. Cette contraction est le reflet de la contreperformance enregistrée au niveau des composantes : « revenu de la propriété » (GNF -21,3 milliards), « vente de biens et services » (GNF -24,2 milliards), et « amendes, pénalités et confiscations » (GNF - 6,6 milliards).

#### 2.4.2. Dépenses publiques

Pour assurer le bon fonctionnement de l'Administration publique et pour faire face aux travaux de reconstruction des infrastructures routières, notamment dans la capitale Conakry et certaines régions du pays, les dépenses publiques se sont accrues de 99,2 % par rapport au premier trimestre 2023 pour atteindre GNF 9 083,4 milliards au deuxième trimestre 2023. En glissement annuel, elles se sont contractées de 15,7 %. L'augmentation des dépenses publiques est tirée par toutes ses grandes masses, notamment les charges et l'acquisition nette d'actifs non financiers (dépenses d'investissements nettes).

##### 2.4.2.1. Charges

Au cours du second trimestre 2023, les charges de l'Etat se sont inscrites en hausse de 102,7 %, par rapport au trimestre passé, pour atteindre GNF 5 960,2 milliards. En glissement annuel, les charges se sont accrues de 20,6 %. Cette hausse, est imputable à l'accroissement de toutes les composantes des charges, excepté les dépenses liées au paiement des intérêts sur la dette qui se sont contractées.

En effet, les dépenses de traitements et salaires sont passées de GNF 1 533,7 milliards au premier trimestre 2023 à GNF 1 942,9 milliards au second trimestre 2023, soit une augmentation de 26,7 %. De même, les dépenses sur biens et services ont augmenté de 172,3 %, par rapport au premier trimestre 2023, pour s'établir à GNF 1 687,8 milliards au deuxième trimestre 2023.

Quant aux subventions et aux dons versés aux entités publiques, elles ont atteint GNF 203,6 milliards et GNF 624,6 milliards, respectivement. Les subventions ont été uniquement destinées à la société d'Electricité de Guinée (EDG), tandis que les dons sont affectés aux organisations internationales et aux autres unités de l'administration publique.

Aussi, par rapport au premier trimestre 2023, les « prestations sociales » et tout comme les « autres charges » se sont accrues respectivement de 166,7 % et 62,2 % pour s'établir à GNF 608,9 milliards et GNF 861,1 milliards, au deuxième trimestre 2023.

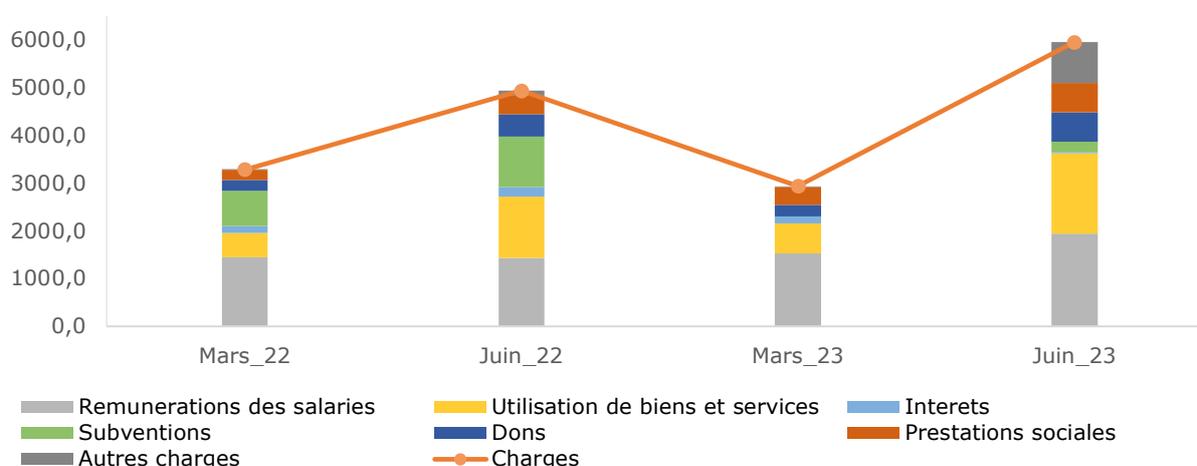
Tableau 3 : Charges de l'Etat (en milliards de GNF)

	Mars-22	Juin-22	Mars-23	Juin-23
<b>Charges</b>	3 288,8	4 942,1	2 940,8	5 960,2
Rémunérations des salaires	1 446,4	1 438,4	1 533,7	1 942,9
Utilisation de biens et services	510,4	1 282,8	619,8	1 687,8
Intérêts	141,6	199,9	155,4	31,4
Subventions	739,9	1 056,0	0,2	203,6
Dons	228,9	475,1	234,2	624,6
Prestations sociales	210,9	380,8	375,4	608,9
Autres charges	10,8	109,2	22,0	861,1

Source : Ministère du Budget

Contrairement aux dépenses primaires, les intérêts sur la dette ont baissé de 79,8 % par rapport au premier trimestre 2023 et de 84,3 % en glissement annuel pour se situer à GNF 31,4 milliards au deuxième trimestre 2023. Ce recul est constaté à la fois sur la dette contractée auprès des non-résidents (-45,3 %) et sur celle contractée auprès des résidents (-100 %).

Graphique 26 : Evolution des dépenses publiques (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

#### 2.4.2.2. Investissement brut/net dans les actifs non financiers

Les investissements de l'Etat se sont situés à GNF 3 123,2 milliards au deuxième trimestre 2023, contre GNF 1 620 milliards au trimestre précédent, soit une progression de 92,8 %. En glissement annuel, ces dépenses d'investissements ont augmenté de 112,9 %. Ces investissements, provenant à 40 % du financement extérieur, sont destinés à l'acquisition des actifs fixes notamment, « Bâtiments et ouvrages de génie civil » (81,5 %), « machines et équipements » (7,8 %), et « autres actifs fixes » (10,8 %).

Tableau 10 : Investissement brut/net dans les actifs non-financiers (en milliards de GNF)

	Mars-22	Juin-22	Mars-23	Juin-23
Investissement brut/net dans les actifs non-financiers	1 148,5	1 401,2	1 620,0	3 123,2
Sur financement extérieur	383,9	798,4	662,2	1 248,0
Sur financement intérieur	764,5	602,9	957,8	1 875,2

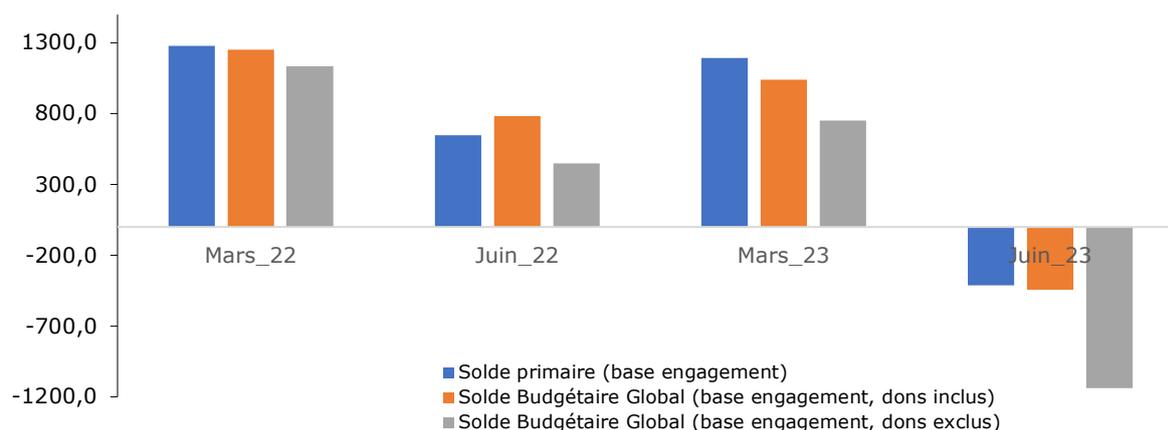
Source : Ministère du Budget

### 2.4.3. Soldes budgétaires et financement

Le solde brut de gestion, dons inclus, s'est traduit par un excédent de GNF 2 677,6 milliards, soit une légère hausse de 0,7 %. Hors-dons, il s'est contracté de 16,2 % pour situer à GNF 1 986,4 milliards. En glissement annuel, les soldes bruts de gestion, dons inclus et dons exclus, se sont accrus de 22,6 % et de 7,4 %, respectivement.

Contrairement au trimestre précédent, les opérations budgétaires de l'Etat au deuxième trimestre 2023 se sont soldées par un besoin de financement<sup>2</sup> de GNF 445,6 milliards (dons inclus) et GNF 1 136,8 milliards (dons exclus). Le solde primaire est passé d'un excédent de GNF 1 195,3 milliards au premier trimestre 2023 à un déficit de GNF 414,3 milliards au second trimestre.

Graphique 27 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

Au deuxième trimestre 2023, le besoin de financement de l'administration publique a été couvert par une augmentation nette de passifs de GNF 678,4 milliards, tandis que le montant d'acquisition nette d'actifs financiers s'est chiffré à GNF 235,8 milliards.

L'augmentation nette de passifs est constituée de financement intérieur net de GNF 173,5 milliards et de financement extérieur net de GNF 504,9 milliards. Le financement intérieur net a été obtenu grâce à la diminution des « numéraires et dépôts » pour GNF 137,9 milliards, la diminution des « titres de créance » pour GNF 339,3 milliards, le remboursement des crédits vis-à-vis du secteur bancaire de GNF 174,5 milliards.

Les crédits du système bancaire sont composés d'un désendettement à la fois de la Banque Centrale d'un montant de GNF 545,4 milliards et des banques commerciales de

<sup>2</sup> Solde budgétaire global = Capacité/besoin de financement + recettes de privatisation. Dans notre cas, il n'existe pas de recettes de privatisation. Par conséquent, le Solde budgétaire global = capacité/besoin de financement.

GNF 398,1 milliards. Par ailleurs, le désendettement vis-à-vis du secteur non bancaire s'établit à GNF 134,0 milliards.

Le financement extérieur a été obtenu à travers des prêts projets pour GNF 552,7 milliards et de prêts budgétaires pour GNF 4,1 milliards dans un contexte de remboursement de la dette extérieure de GNF 51,9 milliards.

Tableau 11 : Sources de financement du solde de financement (en milliards de GNF)

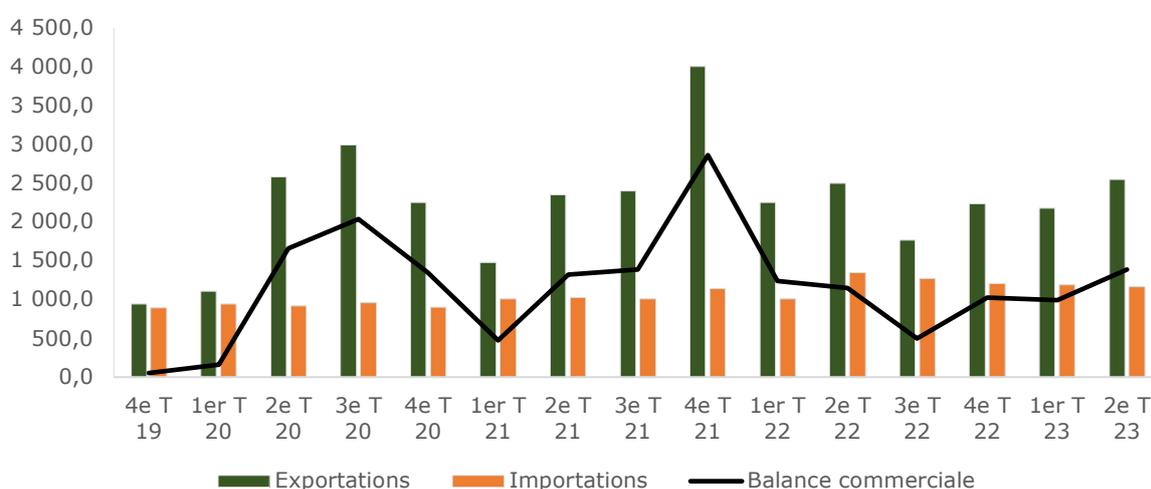
	Mars-22	Juin-22	Mars-23	Juin-23
Financement	1 250,7	782,8	1 040,0	-445,6
Acquisition nette d'actifs financiers	438,6	2 888,2	-596,0	232,8
Débiteurs intérieurs	443,3	2 890,6	-597,1	231,8
Débiteurs extérieurs	-4,7	-2,4	1,1	1,0
Accumulation nette de passifs	-812,1	2 105,4	-1 636,0	678,4
Créanciers intérieurs	-934,4	1 871,4	-1 761,2	173,5
Créanciers extérieurs	122,3	234,0	125,2	504,9

Source : Ministère du Budget

## 2.5. Secteur extérieur

Le second trimestre 2023 est marqué par une amélioration des échanges extérieurs de la Guinée, grâce à l'augmentation des exportations de 2,1 % en glissement annuel et la baisse des importations de 13,7 %. Ainsi, l'excédent de la balance commerciale des biens, s'est amélioré de 20,9 % en s'établissant à USD 1 389,4 millions et le taux de couverture s'est établi à 219,4 % au deuxième trimestre 2023.

Graphique 28 : Evolution de la balance commerciale (en millions d'USD) revoir ce graphique



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

### 2.5.1. Exportations

Après s'être contractées de 3 % au premier trimestre 2023, les exportations ont enregistré une hausse de 2,2 % en glissement annuel, pour s'établir à USD 2,6 milliards au deuxième trimestre 2023. Elles sont tirées principalement par les expéditions des produits miniers et dans une moindre mesure par celles des produits forestiers et des produits alimentaires.

Au deuxième trimestre 2023, les exportations des produits miniers se sont améliorées de 0,7 %, soutenues par l'augmentation des exportations de bauxite et contenue par une contraction des expéditions de l'or et de l'alumine.

En effet, les exportations de bauxite sont passées de USD 1 milliard au deuxième trimestre 2022 à USD 1,2 milliard au deuxième trimestre 2023, soit une hausse de 21,3 %. Cette hausse est le reflet de l'entrée en production de nouvelles sociétés minières, notamment, Nimba plus, SRG-Guinée, Alliance Minière Responsable et Ashapura. En volume, les exportations de bauxite ont progressé de 16,9 % en glissement annuel pour se situer à 28,5 millions de tonnes au deuxième trimestre 2023.

Par contre, les exportations d'or se sont contractées de 14,3 %, en glissement annuel, pour atteindre USD 1,1 milliard en deuxième trimestre 2023. Cette contraction est due au recul de la production de l'or, en lien avec le non renouvellement de la licence d'exploitation de certaines sociétés privées et l'arrêt des activités de la Société Minière de Dinguiraye (SMD). Cette tendance baissière ne suit pas l'évolution favorable du cours de l'or sur le marché international, qui continue d'augmenter. Les exportations de l'or, en volume, passe de 24,1 tonnes au deuxième trimestre 2022 à 19,5 tonnes au deuxième trimestre 2023, soit une baisse de 19,2 %.

De même, les exportations en valeur de l'alumine sont ressorties en baisse de 34,6 % par rapport au deuxième trimestre 2022, en se situant à USD 21,5 millions au deuxième trimestre 2023. Cette baisse concerne aussi bien le volume que le prix de ce produit sur le marché international. Le prix moyen de l'aluminium par tonne métrique sur le marché mondial est passé USD 2 879,4 au deuxième trimestre 2022 à USD 2 265,5 au deuxième trimestre 2023, soit une baisse de 21,3 %.

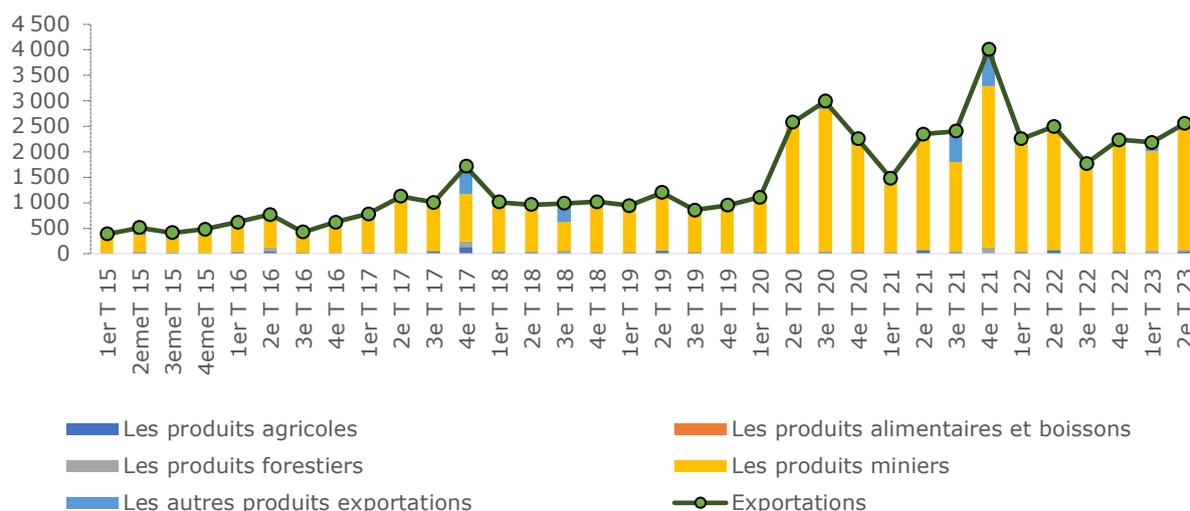
Les exportations des produits forestiers se sont améliorées de 98,2 % en glissement annuel pour s'établir à USD 24,5 millions au deuxième trimestre 2023. Cette évolution favorable bénéficie de l'effet volume des expéditions de ces produits, qui a augmenté de 64,4 % en glissement annuel, alors que les prix de certains produits, comme le caoutchouc, se sont contractés au cours du trimestre en revue.

En hausse de USD 4,8 millions par rapport au deuxième trimestre 2022, les exportations des produits alimentaires se sont chiffrées à USD 5,5 millions au deuxième trimestre 2023, bénéficiant surtout de l'effet volume.

En revanche, les exportations des produits agricoles se sont contractées de 34 % en glissement annuel pour se situer à USD 44,8 millions au deuxième trimestre 2023, résultant principalement de l'effet volume, bien que les prix de certains de ces produits aient connu une évolution favorable sur le marché international.

Par ailleurs, au courant du deuxième trimestre 2023, le Gouvernement guinéen a pris des décisions interdisant l'utilisation des filets mono-filaments dans les activités de pêche en Guinée. Des cas d'éruptions cutanées sont également enregistrés chez des pêcheurs artisans en activité au large de Conakry. L'ensemble de ces facteurs ainsi que les conditions météorologiques défavorables, en raison des fortes pluies, ont contribué au ralentissement des exportations des produits de pêche. Ces exportations sont passées de USD 7 millions au deuxième trimestre 2022 à USD 4,2 millions au deuxième trimestre 2023, soit une baisse de 39,1 %. En volume, elles ont reculé de 40,5 %, en glissement annuel, pour se situer à 3 tonnes.

Graphique 29 : Evolution des exportations par type de produits (en millions d'USD)

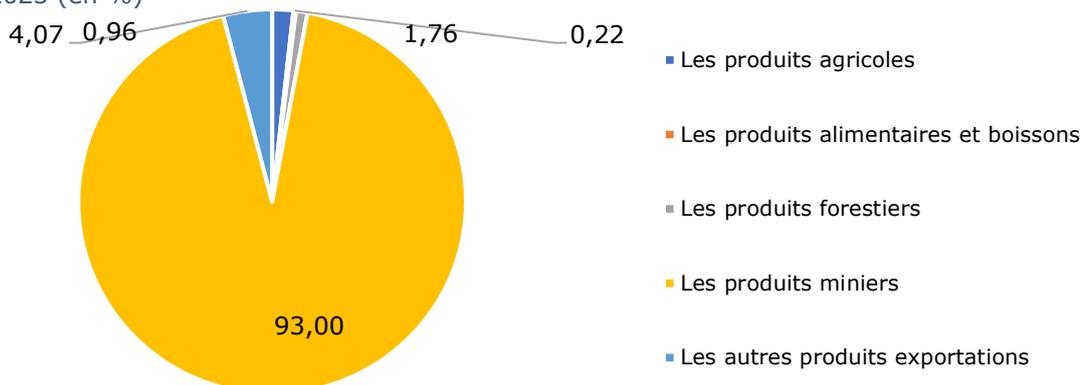


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La structure des exportations au deuxième trimestre 2023 reste dominée par les exportations des produits miniers, qui représentent près de 93 % des exportations totales, contre 90 % au premier trimestre 2023. Ces exportations des produits miniers sont suivies par celles des produits agricoles et des produits forestiers avec un poids cumulé de 2,7 %, contre 2,4 % au premier trimestre 2023.

Au deuxième trimestre 2023, les principales zones de destination des exportations de la Guinée sont l'Asie (94,9 %) et les autres pays (4,1 %). Les autres pays de destination sont principalement composés de l'Union Européenne (0,23 %), de l'Association Européenne de Libre-Echange (0,12 %) et de la CEDEAO (0,11 %). Les exportations de la Guinée vers l'Asie sont principalement destinées à la Chine et portent essentiellement sur les exportations de produits miniers, notamment la bauxite. Aussi, les exportations vers la CEDEAO sont principalement constituées de l'or destiné au Ghana.

Graphique 30 : Part des principaux produits à l'exportation dans l'exportations totale au deuxième trimestre 2023 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

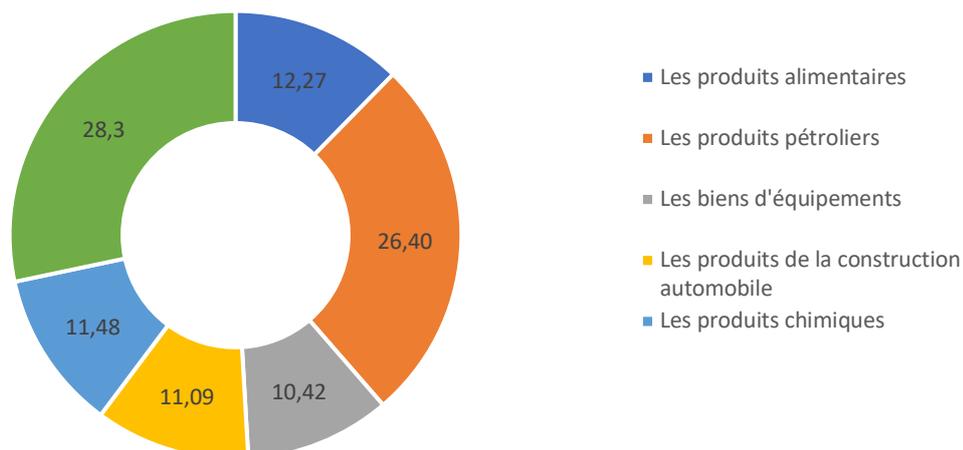
### 2.5.2. Importations

Contrairement au premier trimestre 2023, les importations de biens ont reculé de 13,1 % en glissement annuel pour atteindre USD 1 163,4 millions au deuxième trimestre 2023. Ce recul est principalement porté par le ralentissement des importations de produits

pétroliers, et dans une moindre mesure par celles des produits de construction automobile et des biens d'équipements. Cette baisse est toutefois contenue par la hausse des importations des produits alimentaires, notamment celle du riz.

Au deuxième trimestre 2023, la structure des importations a changé par rapport à celle constatée au premier trimestre 2023, bien qu'elle reste dominée par les produits pétroliers. Cette structure montre une préférence aux produits pétroliers, aux produits alimentaires, aux produits chimiques, aux produits de la construction automobile et aux biens d'équipement, avec des poids respectifs de 26,4 %, 12,3 %, 11,5 %, 11,1 % et de 10,4 %.

Graphique 31 : Part des principaux produits à l'importation dans l'importation totale au deuxième trimestre 2023 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

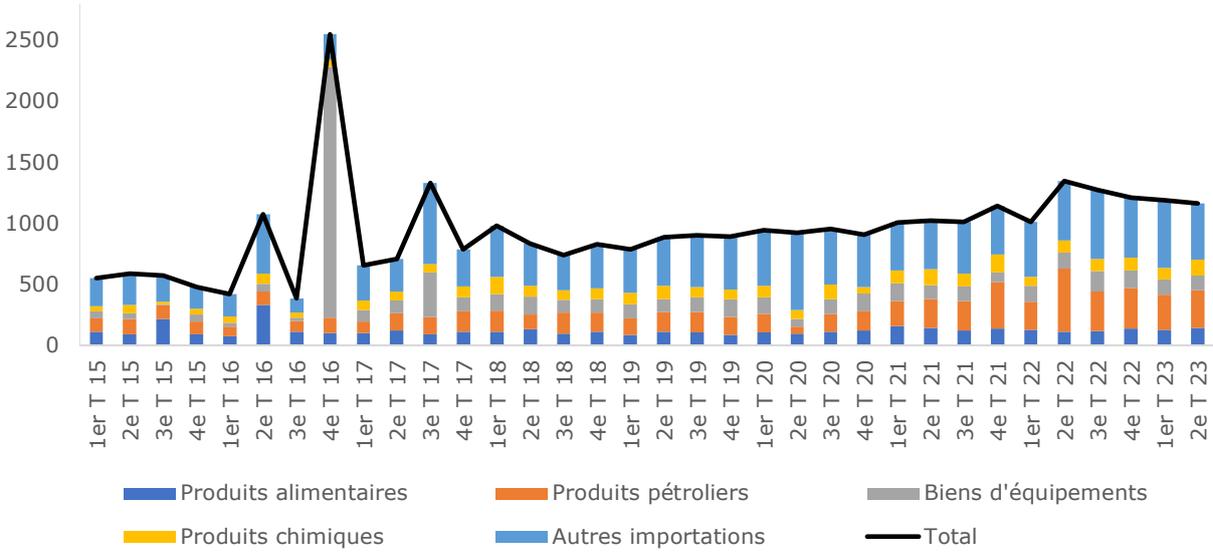
Sous l'effet de la baisse du cours des prix des produits énergétiques, les importations des produits pétroliers se sont contractées de 40,4 % en glissement annuel pour atteindre USD 307,2 millions au deuxième trimestre 2023. Cette baisse est liée à l'effet prix constaté sur les importations de gazoles, de fiouls lourds, d'huiles lubrifiantes pour moteur et des produits pétroliers raffinés solides. Contrairement à l'effet prix des produits pétroliers, les importations en volume ont augmenté de 5,8 %, passant de 599 930 tonnes au deuxième trimestre 2022 à 634 840 tonnes au deuxième trimestre 2023.

De même, les importations des produits de construction automobile sont passées de USD 170,3 millions au deuxième trimestre 2022 à USD 129,0 millions au deuxième trimestre 2023, soit une baisse de 24,2 %. Cette baisse est principalement constatée au niveau des importations des carrosseries et remorques, des moteurs pour véhicules automobiles, des véhicules utilitaires et des voitures particulières, et contenue par une hausse des importations de pièces et accessoires automobile.

Par ailleurs, les importations des biens d'équipement qui étaient de USD 129,8 millions au deuxième trimestre 2022, se sont inscrites en baisse de 6,6 % pour se situer à USD 121,2 millions au deuxième trimestre 2023, portée par l'effet volume.

Quant aux importations des produits alimentaires, elles se sont accrues de 26,2 %, en glissement annuel, pour s'établir à USD 142,8 millions au deuxième trimestre 2023, en lien avec la hausse des importations de riz de 70,5 % en valeur.

Graphique 32 : : Evolution des importations par type de produits (en millions USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

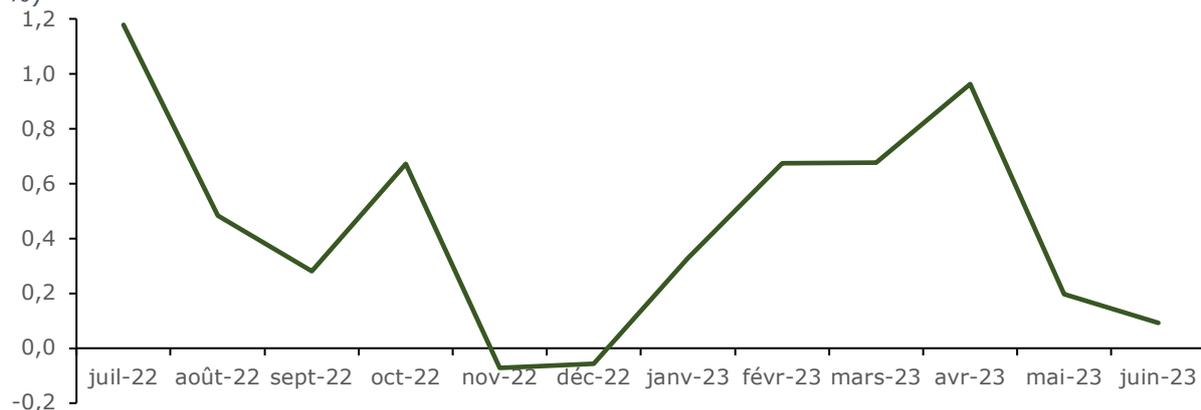
### 3. Inflation et perspectives macroéconomiques

#### 3.1. Analyse de l'inflation

##### 3.1.1. Inflation globale

Après s'être accélérée au premier trimestre 2023, l'inflation mensuelle au niveau national a ralenti au cours du deuxième trimestre 2023, son taux se situant à 0,4 % en juin 2023, contre 0,7 % en mars 2023.

Graphique 33 : Evolution mensuelle de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation (en %)



Source : Institut National de la Statistique

Ce ralentissement de l'inflation est lié à la baisse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisés » et une augmentation, plus faible, des prix au niveau des composantes « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » ; « santé », « transport » ; « enseignement » et « restauration et hôtels ».

La baisse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisés » est due à une amélioration de l'offre sur le marché à la suite de l'adoption des mesures de restriction des exportations des produits de première nécessité. Pour rappel, en mars 2023, une interdiction d'exportation a été instaurée sur des denrées alimentaires, notamment le piment, l'aubergine, le gombo, la tomate fraîche, la farine de manioc et le maïs, le fonio, l'igname, la patate douce et l'oignon. Ces mesures ont été renforcées en avril 2023 à travers une interdiction temporaire d'exportation de poisson pour alléger le coût des denrées pendant le mois de carême musulman. Ces mesures ont ainsi contribué à la baisse des prix de produits « alimentaires et boissons non alcoolisées » au cours du deuxième trimestre.

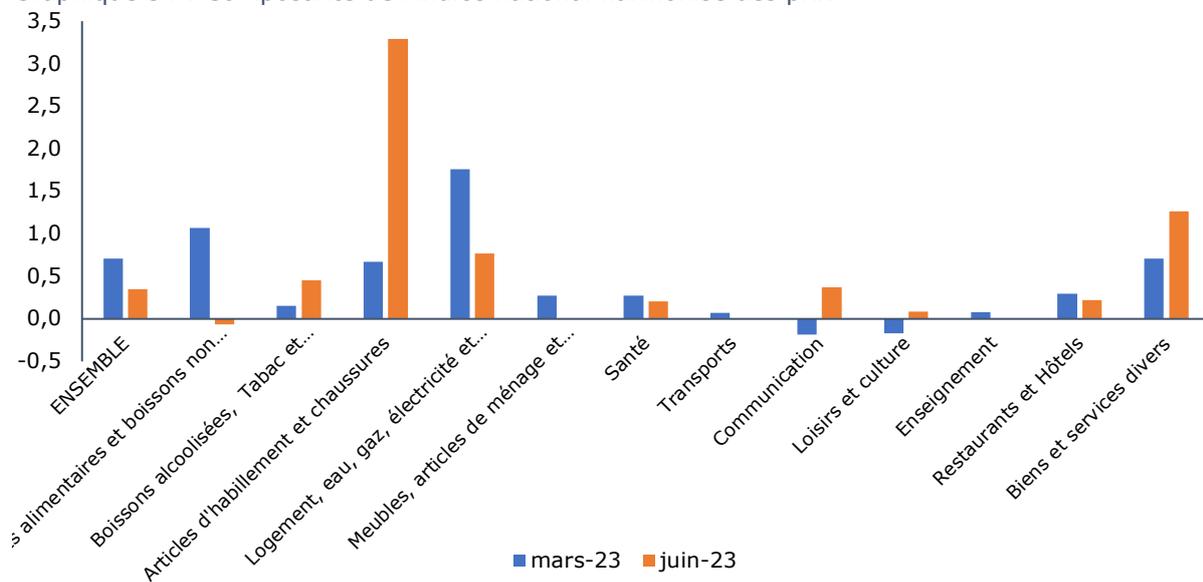
Tableau 12 : Prix de quelques produits alimentaires

	avr-23	mai-23	juin-23
Riz local étuvé rouge, BARABARA	8000	8100	8300
Riz importé de luxe, type Thaïlande	7100	7100	7100
Farine de blé	9000	9900	10000
Viande fraîche de bœuf local au kg	61000	61000	61000
Poulet vivant	90820	93700	92647
Daurade rouge (Sinapa) frais	60290	60748	61825
Konkoe fumé	66443	69136	71400
Huile de palme traditionnelle en vrac	20977	21362	21738
Pomme de terre	10000	11400	15800

Source : Institut National de la Statistique

La hausse observée au niveau de la fonction « articles d'habillement et chaussures » est attribuable à l'augmentation des prix des postes « chaussures femmes (+4 %) », « vêtements enfants (3 à 16 ans) et nourrissons (0 à 2 ans) (+4,7 %) », « tissus d'habillement (+1,9 %) », « confection et réparations vêtements femmes (+6,4 %) », « Vêtements de dessus femmes (+4 %) », « Vêtements de dessus hommes (+2,7%) » et « chaussures hommes (+3,9 %) ». Au niveau de la fonction « biens et services divers », la hausse est liée aux postes « salons de coiffure et instituts de soins et de beauté (+5,3 %) » et « produits pour soins corporels (+0,7 %) ». Pour les fonctions « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » et « Restaurants et hôtels », la hausse est portée respectivement par les postes « Combustibles solides et autres (+1,2 %) » et « restaurants, cafés et établissements similaires (+0,3 %) ».

Graphique 34 : Composante de l'indice national harmonisé des prix

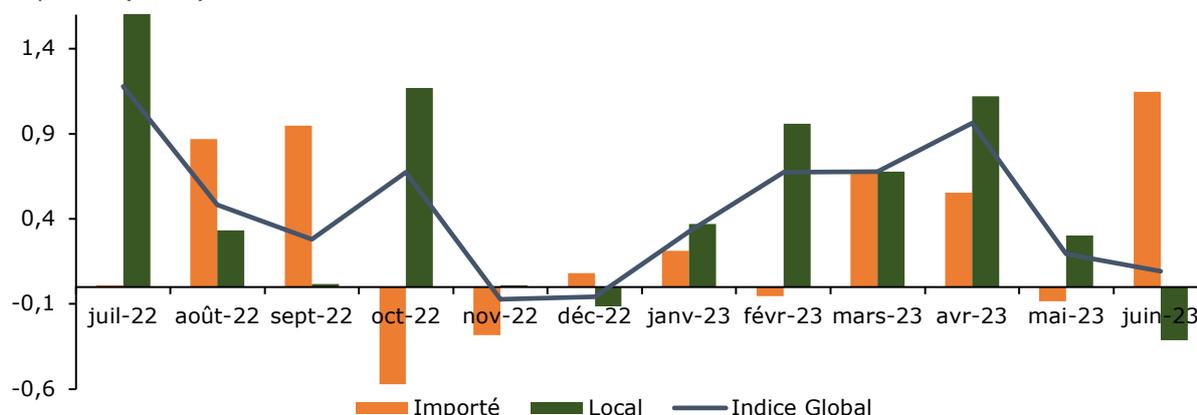


Source : Institut National de la Statistique

La décélération de l'inflation est plus marquée dans les régions de Conakry, Kankan, Faranah et Boké, tandis que l'inflation a accéléré dans les autres régions administratives du pays.

Suivant la provenance, la décélération de l'inflation mensuelle au niveau national est portée par les prix des produits locaux alors que les prix des produits importés se sont de nouveau accrus. La baisse des prix des produits locaux est observée dans toutes les régions administratives du pays exceptés ceux de N'Zérékoré et Kindia. Toutefois, l'accélération des prix des produits importés et locaux est enregistrée aussi bien à N'Zérékoré qu'à Kindia. A N'Zérékoré, les produits importés progressent de 0,35 % et ceux locaux augmentent de 0,41 %, en variation mensuelle. A Kindia, les prix des produits locaux et importés ont augmenté respectivement de 0,8 % et 0,3 %.

Graphique 35 : Evolution mensuelle de l'Indice national et des indices des produits locaux et importés (en %)



Source : Institut National de la Statistique

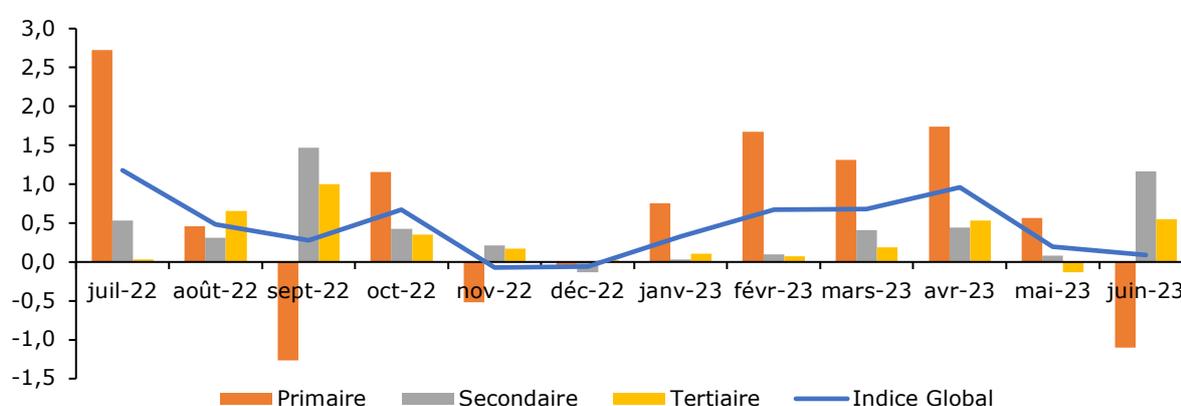
La décélération des prix des produits locaux au niveau national est expliquée par ceux des produits alimentaires. L'accélération des prix des produits importés est portée essentiellement par les prix des produits de première nécessité tels que le riz local étuvé blanc, le riz local étuvé rouge, le mil en grain vendu au détail, les petits poissons fumés, l'huile de palme locale en vrac, concombre, tomate fraîche, feuille de manioc, etc.

A N'Zérékoré, la hausse des prix des produits locaux est expliquée par la hausse des prix des produits alimentaires résultants notamment de la difficulté d'approvisionnement des grands marchés à cause de la dégradation poussée des infrastructures routières dans les zones de production.

Selon les secteurs de production, le ralentissement de l'inflation est le reflet de la baisse des prix des produits du secteur primaire de 1,1 %. Par contre, une accélération des prix est enregistrée sur les produits des secteurs secondaire (1,2 %) et tertiaire (0,5 %).

La baisse des prix au niveau du secteur primaire est observée dans toutes les régions, à l'exception de N'Zérékoré (0,4 %), en lien avec les effets positifs des interdictions d'exportations et l'augmentation de la production résultant de l'impact de la bonne campagne agricole.

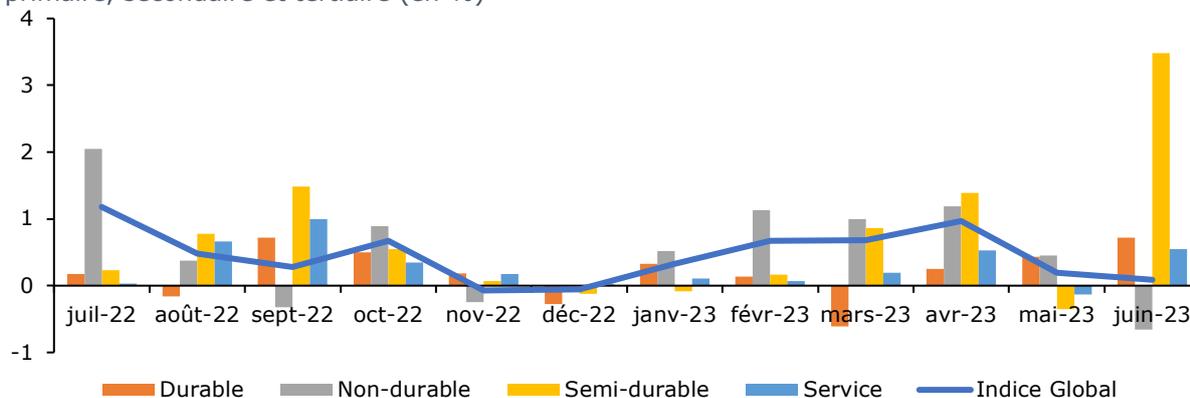
Graphique 36 : Evolution mensuelle de l'Indice national et des indices des produits des secteurs primaire, secondaire et tertiaire (en %)



Source : Institut National de la Statistique

S'agissant de la durabilité, la décélération de l'inflation mensuelle au niveau national en juin 2023 est expliquée par la baisse des prix des produits non durables de 0,7 %, tandis que les prix des produits durables, semi-durables et des services ont enregistré une hausse plus importante. La baisse des prix des produits non durables est observée au niveau de toutes les régions, à l'exception de N'Zérékoré.

Graphique 37 : Evolution mensuelle de l'Indice national et des indices des produits des secteurs primaire, secondaire et tertiaire (en %)

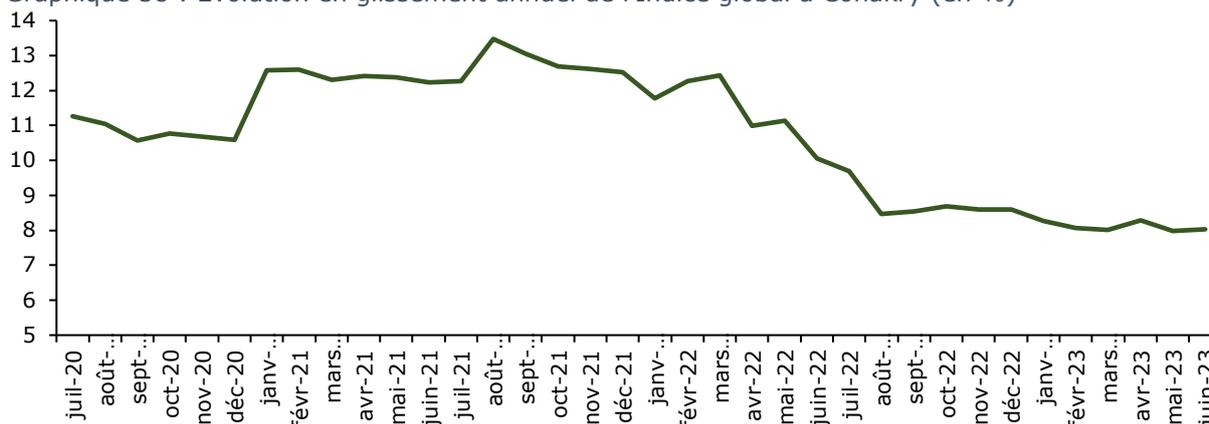


Source : Institut National de la Statistique

Dans la région de Conakry, depuis le début de l'année 2023, l'inflation, en glissement annuel, a continué de décélérer en se situant à 6,2 % en juin 2023, contre 8,0 % en mars 2023. Cette décélération est expliquée par le ralentissement des prix de la fonction « Alimentations et boissons non alcoolisées ».

Au mois de juillet 2023, le taux d'inflation en glissement annuel dans la région de Conakry s'est chiffré à 6 %, en raison des hausses des produits frais (15,9 %) et de l'énergie (40,0 %). Cette baisse est également liée à l'effet base qui s'est accentué avec la hausse du prix du carburant, enregistrée en juin 2022.

Graphique 38 : Evolution en glissement annuel de l'Indice global à Conakry (en %)



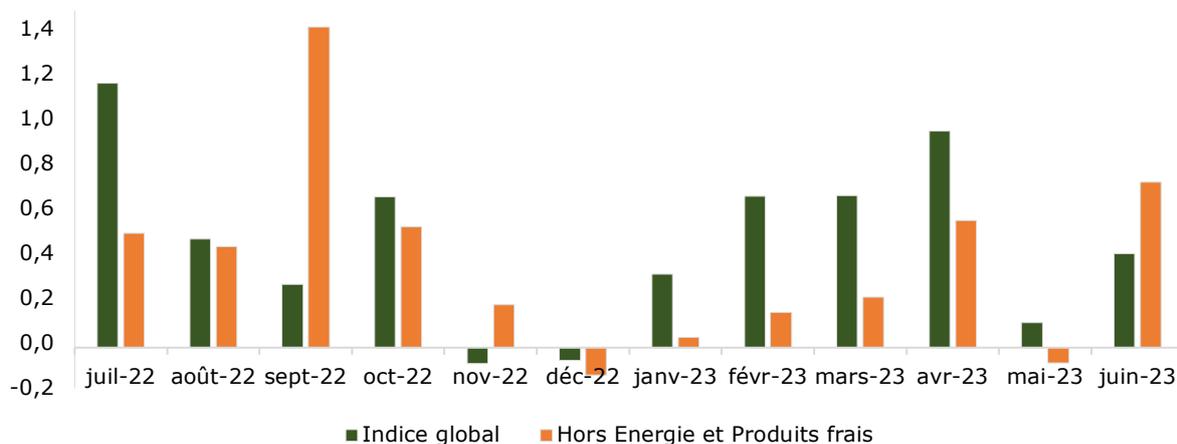
Source : Institut National de la Statistique

### 3.1.2. Inflation sous-jacente

L'inflation sous-jacente, portant sur l'évolution des prix des produits « hors énergie et produits frais », s'est accélérée pour atteindre 0,7 %, en variation mensuelle, et 5,0 %, en glissement annuel, en juin 2023. L'accélération mensuelle de l'inflation sous-jacente en juin 2023 est expliquée par la hausse des prix de la composante « Articles d'habillement

et chaussures », spécifiquement le « tissu local en coton "forêt sacrée" (15,5 %), le « tissu bazin 2<sup>ème</sup> qualité teinté (6,4 %) », le « tissu en bazin riche non teinté (5 %) », le « boubou en bazin ordinaire (7 %) » et « boubou en bazin riche (6,3 %) », en raison de la hausse de la demande en prélude de la fête de tabaski.

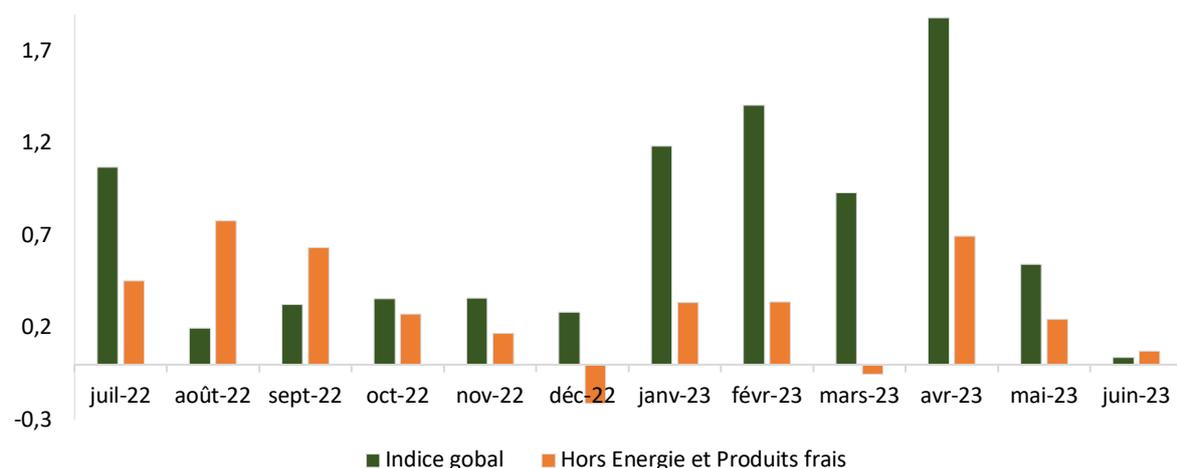
Graphique 39 : Evolution mensuelle de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et de l'Indice des produits hors énergie et hors produits frais (en %)



Source : Institut National de la Statistique

Cette accélération est observée dans toutes les régions, sauf à Conakry et à N'Zérékoré. Dans la région de Conakry, l'inflation sous-jacente est passée de 3,5 % en mars 2023 à 0,5 % en juin 2023. Ce ralentissement est imputable à la baisse des prix des produits alimentaires.

Graphique 40 : Evolution mensuelle de l'Indice global et de l'Indice des produits hors énergie et hors produits frais à Conakry (en %)

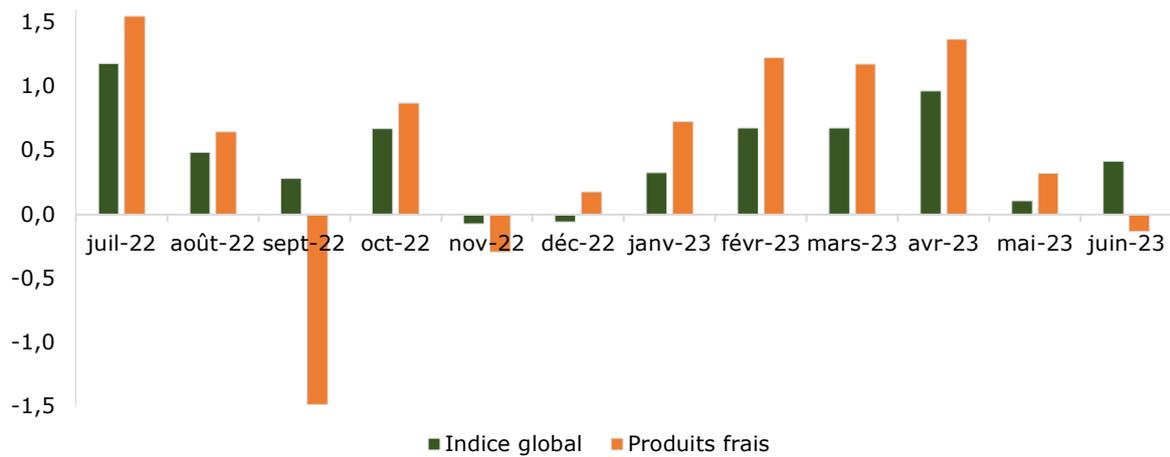


Source : Institut National de la Statistique

### 3.1.3. Indice des prix des produits frais et énergétiques

Au niveau national, l'indice des prix des produits frais a baissé de 1 %, sous l'effet de la baisse mensuelle des prix des produits alimentaires. Cette tendance est plus accentuée dans les régions de Faranah et Labé où les prix des produits frais ont baissé de 3,1 % et 1,6 %, respectivement.

Graphique 41 : Evolution mensuelle de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et de l'Indice des produits frais (en %)

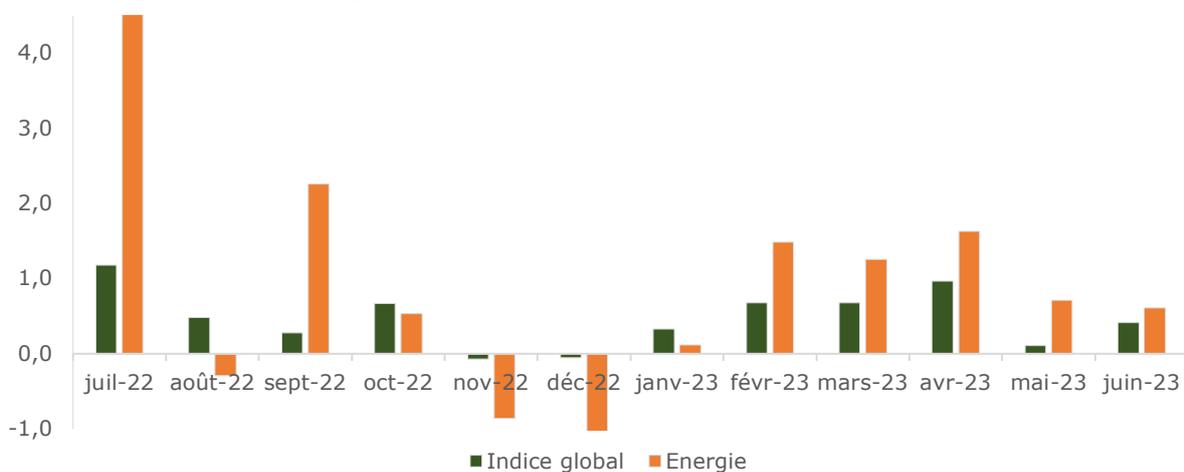


Source : Institut National de la Statistique

Les produits suivants ont eu une forte contribution à la hausse de l'indice : « charbon de bois (+1,9 %) », « gombo frais (+3 %) », « poulet prêt à cuir (+3,4 %) », « laitue (+11,5 %) », « pomme de terre (+16,6 %) », « petit piment sec (+3,8 %) » et « aubergine longue (+5,9 %) ».

En juin 2023, l'indice des produits énergétiques a aussi décéléré pour atteindre une hausse de 0,23 % en juin 2023. Cette baisse du rythme d'accélération est observée dans toutes les régions à l'exception de celle de Boké.

Graphique 42 : Evolution mensuelle de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et de l'Indice des produits énergétiques (en %)



Source : BCRG, Institut National de la Statistique

Les données récentes du mois de juillet 2023 indiquent que dans la zone de Conakry, le taux d'inflation global et le taux d'inflation sous-jacente, en glissement annuel, ont poursuivi la tendance baissière, en se situant à 6 % et 0,1 %.

## 3.2. Perspectives macroéconomiques<sup>3</sup>

### 3.2.1. Prévision macroéconomique de scénario de base

Sur le plan international, les perspectives de l'économie mondiale du FMI de juillet 2023 indique un ralentissement de la croissance économique mondiale, qui devrait passer de 3,5 % en 2022 à 3 % pour 2023 et 2024. Pour l'année 2023, la croissance a été revue à la hausse de 0,2 %, motivée par la reprise économique internationale post-Covid-19 et la circonscription rapide des tensions dans les secteurs bancaires américain et suisse en mars 2023.

En dépit de cette révision à la hausse de la croissance, l'économie mondiale reste encore fragile, en raison du durcissement continu de la politique monétaire dans certaines économies avancées pour faire face aux pressions inflationnistes qui pèsent sur l'activité économique mondiale.

La croissance du commerce mondial devrait également ralentir de 5,2 % en 2022 à 2,0 % en 2023, avant de remonter à 3,7 % en 2024. Le recul en 2023 s'explique non seulement par la trajectoire de la demande mondiale, mais aussi par l'évolution de sa composition en faveur des services intérieurs, par les effets décalés de l'appréciation du dollar, qui ralentit les échanges en raison de la facturation généralisée des produits dans cette devise, et par la multiplication des obstacles aux échanges.

Pour les pays avancés, le ralentissement de la croissance prévu pour 2023 reste notable : de 2,7 % en 2022 à 1,5 % en 2023. Aux États-Unis, la croissance devrait ralentir, passant de 2,1 % en 2022 à 1,8 % en 2023, puis à 1,0 % en 2024. Dans la zone euro, la croissance devrait ralentir, passant de 3,5 % en 2022 à 0,9 % en 2023, puis remonter à 1,5 % en 2024. La croissance au Royaume-Uni devrait passer de 4,1 % en 2022 à 0,4 % en 2023, puis remonter à 1,0 % en 2024. La croissance au Japon devrait passer de 1,0 % en 2022 à 1,4 % en 2023.

Concernant les pays émergents et en développement, la croissance devrait être globalement stable à 4,0 % en 2023 et 4,1 % en 2024. Les prévisions pour la Chine restent inchangées à 5,2 % pour 2023 et 4,5 % pour 2024.

La croissance en Inde devrait se situer à 6,1 % en 2023, ce qui représente une révision à la hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux projections d'avril, entraînée par une croissance plus forte que celle qui avait été prévue, au cours du quatrième trimestre de 2022, grâce à un investissement intérieur plus vigoureux.

Les prévisions pour la Russie ont été révisées à la hausse de 0,8 point de pourcentage pour 2023, à 1,5 %, car des données factuelles (sur le commerce de détail, la construction et la production industrielle) révèlent des résultats solides au premier semestre, grâce à des mesures ambitieuses de relance budgétaire.

Au Brésil, la révision à la hausse pour 2023 s'explique par une croissance plus forte que prévue (2,1 %, soit une révision à la hausse de 1,2 de point de pourcentage par rapport à l'édition d'avril des PEM), compte tenu de l'augmentation de la production agricole au premier trimestre 2023 et de ses retombées positives sur l'activité dans le secteur des services.

---

<sup>3</sup> Les prévisions sont réalisées à partir de l'IHPC de la région administrative de Conakry

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait ralentir à 3,5 % en 2023, avant de remonter à 4,1 % en 2024. Le taux de croissance du Nigéria en 2023 et 2024 devrait diminuer progressivement, en raison de problèmes de sécurité dans le secteur pétrolier. En Afrique du Sud, la croissance devrait tomber à 0,3 % en 2023, du fait des pénuries d'électricité.

Suite aux mesures de normalisation entreprises depuis 2022 dans la plupart des économies, l'inflation mondiale devrait s'atténuer, passant de 8,7 % en 2022 à 6,8 % en 2023 et 5,2 % en 2024. Cette tendance pourrait se maintenir, résultant de la baisse des prix internationaux des matières premières et de la normalisation de la politique monétaire.

La projection de l'inflation mondiale et la baisse de la demande de matières premières internationales à moyen terme pourraient se traduire par une légère baisse des prix importés, atténuant ainsi la pression sur l'inflation intérieure.

En dépit de la baisse attendue des prix mondiaux des produits alimentaires et de l'énergie, les prix resteront élevés et devraient évoluer en dessous des niveaux enregistrés en 2022.

Sur le plan national, selon le dernier cadrage macroéconomique, le taux de croissance du PIB devrait se situer à 5,7 % en 2023. Cette croissance serait expliquée par la bonne performance constatée au niveau de tous les secteurs de l'économie, notamment le secteur minier. Ce secteur extractif continuera sa croissance en 2023 et 2024, en raison de la mise en œuvre du projet SIMANDOU dont les travaux de terrassement du site se poursuivent.

Du côté de la demande, la croissance du PIB réel serait tirée principalement par la consommation finale privée et dans une moindre mesure par les investissements du secteur minier.

Ces perspectives sont renforcées par la mise œuvre du Programme de Référence Intérimaire (PRI) 2023-2025. Ce programme prévoit la réalisation de plusieurs travaux d'entretien, de réparation et de reconstruction des routes sur toute l'étendue du territoire à l'horizon 2024. La réalisation effective de ces travaux pourrait faciliter l'acheminement des biens produits vers les marchés et par conséquent pourrait contribuer à maîtriser les coûts de production de ces biens.

En outre, dans le cadre de la politique de « Refondation Verte » et de la campagne agricole 2023, le budget du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage a presque été triplé pour se situer à GNF 1 900 milliards. L'Etat a acquis plus de 56 000 tonnes d'engrais en faveur des agriculteurs sur la période de mai à août 2023. La mise à disposition de ces engrais ainsi que la mise à disposition de près 350 moissonneuses-batteuses de riz et d'une trentaine de moissonneuses-batteuses de maïs pourraient à terme accroître la production du riz et du maïs. L'amélioration de la production de ces biens pourrait contribuer à la baisse de leur prix sur le marché local et à contenir les prix des produits alimentaires.

Dans le domaine de change, la Banque Centrale poursuit ses réformes dans le but de soutenir la valeur externe de la monnaie nationale. Consécutives à ses réformes, la mesure de rapatriement d'au moins 50 % des recettes d'exportations minières sera effective à compter du 1er septembre 2023. Parallèlement, RIO TINTO a signé un contrat de près de USD 300 millions pour la réalisation des travaux de terrassement des blocs 3 et 4 du projet SIMANDOU. L'application effective de la mesure de rapatriement des recettes d'exportation minière et le financement des travaux de terrassement des blocs 3 et 4 du projet SIMANDOU, pourraient davantage renforcer les réserves de change de la nation et par conséquent améliorer l'offre de devises. L'augmentation de l'offre de devises pourrait

soutenir le maintien de la tendance d'appréciation du franc guinéen par rapport aux principales devises.

Les projections basées sur le cadrage macroéconomique indiqueraient un écart de production négatif jusqu'à fin 2024. Cet écart s'expliquerait principalement par la faiblesse de la demande globale dans un contexte d'orientation inchangée de la politique monétaire.

A fin 2023, l'inflation se situerait autour de 7 %, au-dessus de la norme communautaire du cadre de programme de coopération monétaire des Etats membres de la CEDEAO fixée à 5 %.

Graphique 43 : Evolution de l'inflation dans le scénario de base (en %)

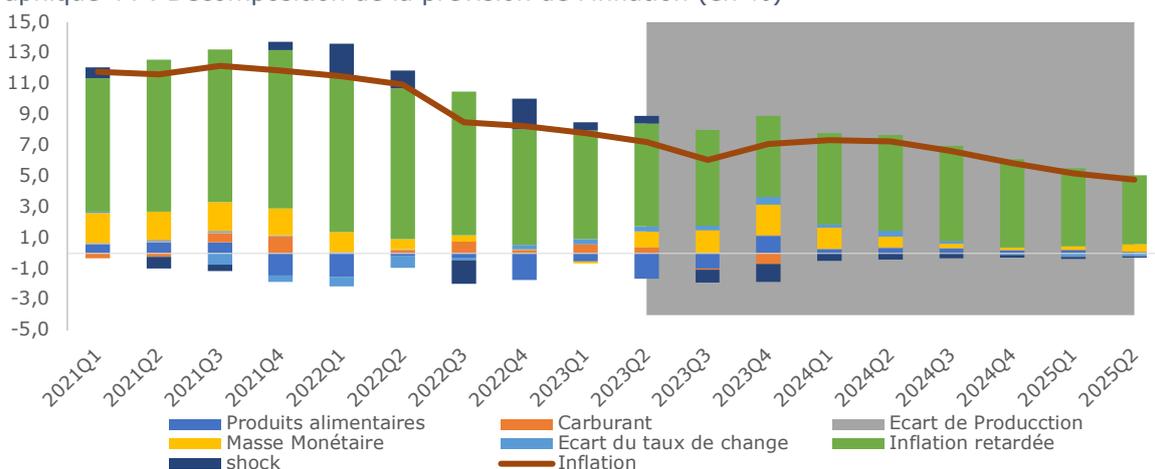


Source : Estimation de la Banque Centrale

Ce niveau d'inflation attendu s'expliquerait notamment par sa persistance, la progression de la masse monétaire, dans un contexte d'écart de production négatif et de baisse attendue des prix internationaux des produits agricoles et énergétiques. La persistance de l'inflation est toujours en lien avec les problèmes d'offres structurelles.<sup>4</sup>

L'application stricte des mesures de rapatriement des recettes d'exportations et le suivi quotidien de la position de change des banques devraient continuer de renforcer l'offre de devises et de contribuer à l'appréciation du taux de change.

Graphique 44 : Décomposition de la prévision de l'inflation (en %)



<sup>4</sup> Les problèmes d'offre structurels sont liés aux difficultés d'approvisionnement en raison de l'état des infrastructures routières dans certaines zones rurales de production, l'insuffisance d'infrastructures de conservation, le coût du transport maritime et le déficit d'offre d'électricité dans certaines régions.

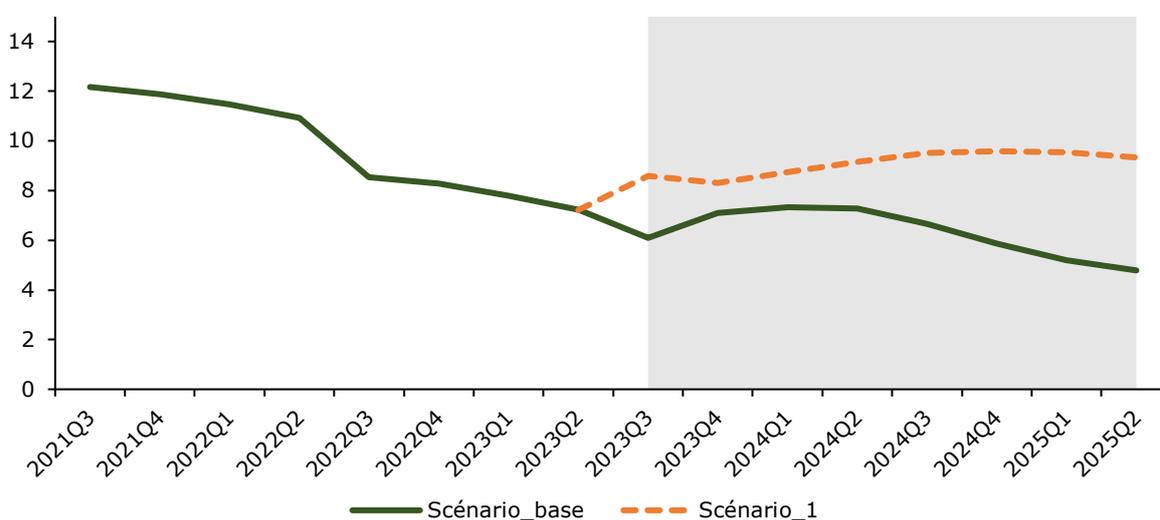
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

### 3.2.2. Scénarii alternatifs : augmentation de la masse monétaire

L'accroissement de la masse monétaire constatée au deuxième trimestre 2023, comme aux trimestres précédents, serait lié à la hausse des avoirs intérieurs nets, notamment le crédit à l'Etat. La programmation budgétaire prévoit sur les trois prochaines années une mobilisation interne des ressources de près de 96 % des recettes de l'Etat pour la réalisation des infrastructures de base. Il existe des risques que cette augmentation de la dette intérieure engendre des avances de la Banque Centrale au Trésor au-delà de la limite statutaire. Par conséquent, ces avances entraîneraient une augmentation de la masse monétaire.

Ainsi, le scénario alternatif projette une croissance en glissement annuel de la masse monétaire au troisième trimestre de 2023, identique à celle enregistrée au deuxième trimestre 2023.

Graphique 45 : Evolution comparée des scénarii de base et alternatif de l'inflation (en %)



Source : Calcul prévisionnel à partir des données de l'Institut National de la Statistique

Les résultats de ce scénario alternatif montrent que l'inflation en glissement annuel pourrait s'accroître à 8,3 % en moyenne à fin 2023, contre 7 % en moyenne dans le scénario de base.

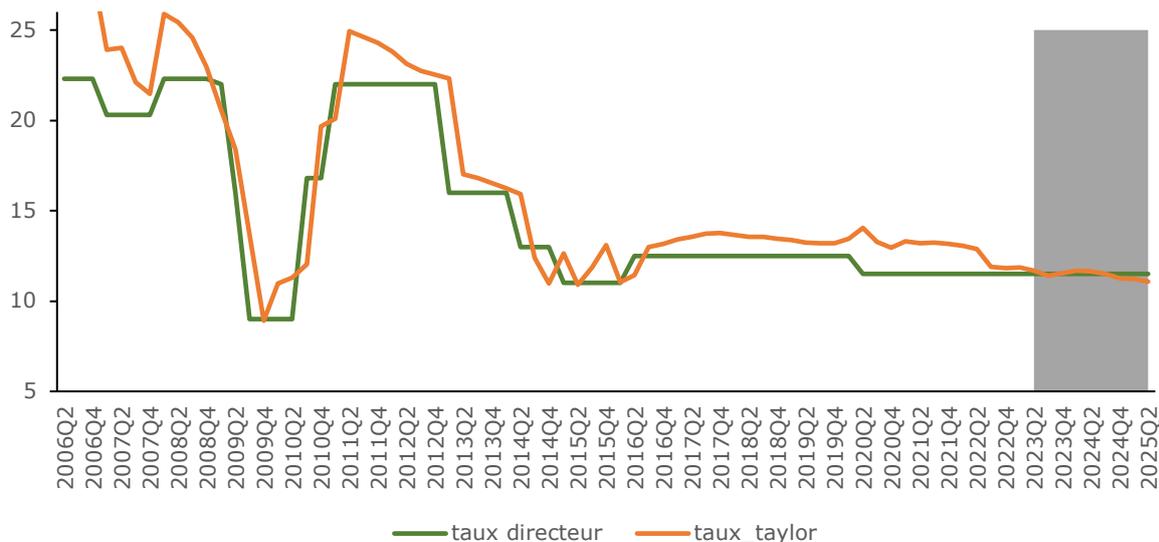
### 3.2.3. Comparaison entre le taux directeur et le taux simulé à partir du scénario de base

Le graphique ci-dessous compare le taux directeur pratiqué par la BCRG au taux simulé à partir de la règle de Taylor ajusté en utilisant les prévisions du scénario de base.

Sur la période de prévision, le taux simulé par la règle de Taylor se situerait en moyenne autour de 11,52 %, supérieur de 0,02 points de pourcentage au taux directeur en vigueur fixé à 11,5 %.

Par ailleurs, l'écart entre le taux simulé par la règle de Taylor et le taux directeur est pratiquement nul au quatrième trimestre 2023.

Graphique 46 : Evolution du taux directeur et du taux simulé par la règle de Taylor (en %)



Source : Estimation de la Banque Centrale

### 3.2.4. Risques et effets d'atténuation sur les perspectives de l'inflation

Des risques inflationnistes existent encore au niveau mondial en raison de chocs potentiels liés à une intensification de la guerre en Ukraine, à des conditions climatiques extrêmes et à la récente suspension de l'accord céréalier de la mer Noire. Si ces chocs se produisaient, l'inflation mondiale pourrait rester élevée, voir augmenter. A ce titre, la priorité pour les banques centrales sera toujours de parvenir à une désinflation soutenue tout en garantissant la stabilité financière dans la plupart des économies mondiales. Elles devraient continuer de se concentrer sur le rétablissement de la stabilité des prix et sur le renforcement de la stabilité financière, qui ne sera possible qu'avec davantage de durcissement de la politique monétaire.

Aussi, les turbulences du secteur financier pourraient reprendre si un nouveau resserrement de la politique des banques centrales était mis en œuvre.

Un autre facteur de risque pourrait être l'augmentation du prix de riz Thaï à hauteur de USD 650 la tonne. En effet, les prix du riz ont atteint leur niveau le plus élevé depuis près de 15 ans en Asie, en raison des inquiétudes croissantes concernant l'offre mondiale, la sécheresse menaçant la production en Thaïlande et en Inde, et l'interdiction d'exportation imposée par l'Inde. Le riz étant la consommation de base pour de nombreux Guinéens, la flambée de son prix sur le marché international pourrait entraîner une augmentation des prix des produits alimentaires importés et par conséquent accentuer une pression sur les prix.

Toutefois, l'amélioration des conditions macroéconomiques nationales devrait contribuer à l'atténuation des pressions inflationnistes liées notamment à des facteurs structurels qui se reflètent dans la persistance de l'inflation.

En outre, les perspectives d'appréciation du franc guinéen pourraient atténuer la hausse du prix à l'importation du riz. En outre, les bonnes perspectives de la campagne agricole 2023 qui est engagée par les autorités de transition pourraient améliorer l'offre des produits agricoles, particulièrement le riz, et réduire les importations de riz. La baisse des importations du riz permettrait de réduire les pressions inflationnistes dues au prix élevé du riz sur le marché international.

Dans la politique d'électrification de la Guinée, le Gouvernement prévoit une amélioration continue de la fourniture de l'électricité afin de porter le taux d'accès à environ 70 % à l'horizon 2025. L'amélioration de la desserte électrique participerait à la maîtrise des coûts de production des entreprises et pourrait accroître l'offre de produits sur le marché local. L'augmentation de l'offre des produits se traduirait par une baisse des prix sur le marché local et contribuerait à contenir la hausse des prix à la consommation.

En juillet 2023, le Gouvernement a élargi les mesures d'interdiction d'exportation annoncées en avril 2023 à certaines denrées de premières nécessités, notamment, le piment sec, le piment frais, l'aubergine, le gombo, la tomate fraîche, la farine de manioc et de maïs, le fonio, l'igname, la patate douce et l'oignon, dans le but de stabiliser les prix sur le marché local. Si ces mesures sont maintenues sur la période de prévision, cela pourrait contribuer à la tendance baissière de l'inflation.

## Annexes

Tableau 13 : Evolution des dépôts dans les banques (en milliards de GNF)

LIBELLES	juin-22	déc-22	mars-23	juin-23	Variation Glissement annuel	
					Absolue	En %
<b>I) COMPTES A VUE</b>	<b>19 600,1</b>	<b>26 636,8</b>	<b>26 888,1</b>	<b>24 933,0</b>	5 332,91	27,2
<b>1) Comptes chèques</b>	3 834,9	4 074,6	4 821,5	4 603,9	769,05	20,1
<b>2) Comptes courants</b>	11 244,7	13 049,5	13 963,9	13 467,6	2 222,92	19,8
<b>3) Autres comptes</b>	4 520,5	9 512,8	8 102,7	6 861,4	2 340,94	51,8
<i>-Comptes en GNF</i>	955,1	1 835,2	1 282,5	1 268,7	313,56	32,8
<i>-Comptes en devises</i>	3 565,4	7 677,6	6 820,1	5 592,7	2 027,38	56,9
<b>II) COMPTES D'EPARGNE SUR LIVRET</b>	<b>6 013,8</b>	<b>6 191,4</b>	<b>6 151,3</b>	<b>6 547,4</b>	533,56	8,9
<b>III) COMPTES A TERME</b>	<b>4 263,8</b>	<b>5 551,7</b>	<b>5 562,5</b>	<b>6 003,2</b>	1 739,36	40,8
<b>1) Durée &lt; 2 ans</b>	4 263,8	5 551,7	5 562,5	6 003,2	1 739,36	40,8
<b>2) Durée &gt; 2 ans</b>	-	-	-	-		
<b>IV) BONS DE CAISSE</b>	<b>59,6</b>	<b>58,6</b>	<b>56,1</b>	<b>63,1</b>	3,50	5,9
<b>V) AUTRES PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>164,8</b>	<b>171,6</b>	<b>166,5</b>	<b>166,5</b>	1,73	1,0
<b>1) Durée initiale &lt; 3 mois</b>	155,1	159,1	154,4	155,8	0,67	0,4
<b>2) Durée initiale &gt;= 3 mois</b>	9,7	12,5	12,1	10,8	1,06	10,9
<b>TOTAL</b>	<b>30 102,1</b>	<b>38 610,0</b>	<b>38 824,4</b>	<b>37 713,2</b>	7 611,05	25,3
<i>part des dépôts en devises en (%)</i>	11,84	19,88	17,57	14,83		
<i>Part des dépôts à vue (%)</i>	65,1	69,0	69,3	66,1		
<i>Part des dépôts d'épargne sur livret (%)</i>	20,0	16,0	15,8	17,4		
<i>Part des dépôts à terme (%)</i>	14,2	14,4	14,3	15,9		
<i>Part des Bons de caisse (%)</i>	0,2	0,2	0,1	0,2		
<i>Part des autres produits financiers (%)</i>	0,5	0,4	0,4	0,4		

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 14 : Evolution du PIB réel (en milliards de GNF, sauf indications contraires)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
			Est.	Est.	Prév.	
<b>CROISSANCE</b>						
PIB (en %)	6,4	5,6	7,0	4,9	5,5	5,7
PIB par tête (en %)	4,0	3,3	4,6	2,6	3,2	3,4
<b>Secteur primaire</b>	12 754	15 282	16 479	17 268	18 093	19 200
Agriculture	5 276	5 715	6 032	6 414	6 805	7 242
Elevage, Chasse, services annexes	1 091	834	899	986	1 043	1 108
Sylviculture	1 399	1 425	1 399	1 349	1 332	1 354
Pêche, pisciculture et aquaculture	4 988	7 308	8 149	8 520	8 912	9 497
<b>Secteur secondaire</b>	21 462	21 678	26 474	28 813	30 719	32 850
Activités extractives	10 813	11 191	15 446	17 361	18 856	20 503
Fabrication de produits alimentaires et de boissons	1 763	1 761	1 812	1 868	1 948	2 034
Fabrication d'autres produits manufacturiers	5 130	5 167	5 281	5 407	5 544	5 710
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	681	700	955	1 063	1 107	1 177
Construction	3 075	2 859	2 981	3 114	3 264	3 426
<b>Secteur tertiaire</b>	26 260	27 153	26 310	26 887	28 255	29 473
Commerce	11 005	11 499	10 051	9 673	10 224	10 496
Hôtels et restaurants	590	599	573	587	606	628
Transports	2 626	2 590	2 540	2 609	2 695	2 787
Postes et télécommunications	574	677	791	935	1 057	1 200
Autres services marchands	3 122	3 140	3 250	3 371	3 504	3 654
Activités d'administration publique	5 758	5 914	6 275	6 776	7 121	7 537
Autres services non marchands	2 586	2 734	2 829	2 935	3 048	3 171
<b>Impôts nets des subventions</b>	3 391	3 342	2 884	2 725	2 829	2 912
<b>PIB aux prix du marché</b>	63 867	67 454	72 146	75 694	79 895	84 435
<b>Optique dépense</b>						
PIB	63 867	67 454	72 146	75 694	79 895	84 435
Importations	10 147	9 240	9 195	9 219	9 419	8 875
<b>Total Ressources</b>	74 014	76 695	81 341	84 914	89 314	93 310
Consommation finale	43 395	45 538	44 418	49 790	48 519	53 172
FBCF	9 737	10 307	10 460	11 370	13 179	15 809
Variation de stocks	6 593	6 832	11 782	9 386	12 947	9 179
Exportations	14 290	14 018	14 680	14 368	14 669	15 150
<b>Total Emplois</b>	74 014	76 695	81 341	84 914	89 314	93 310

Tableau 15 : La Balance des paiements (en millions de USD)

Libellé poste	2 <sup>ème</sup> T 2022	3 <sup>ème</sup> T 2022	4 <sup>ème</sup> T 2022	1er T 2023	2 <sup>ème</sup> T 2023
<b>A. Compte des transactions courantes n.i.a</b>	1 038,83	351,57	897,14	896,72	312,91
<b>Crédit</b>	2 748,17	1 955,51	2 418,08	2 414,46	2 766,18
<b>Débit</b>	1 709,34	1 603,94	1 520,94	1 517,74	2 453,28
<b>1. Balance commerciale</b>	1 149,27	479,62	1 023,45	992,38	1 389,40
<b>Crédit</b>	2 497,41	1 753,34	2 234,16	2 181,95	2 552,82
<b>Débit</b>	1 348,14	1 273,72	1 210,71	1 189,57	1 163,43
<b>2. Balance des services</b>	-187,74	-180,44	-191,92	-203,76	-674,76
<b>Crédit</b>	45,31	45,90	45,17	23,84	43,75
<b>Débit</b>	233,05	226,34	237,09	227,61	718,51
<b>3. Revenus primaires</b>	-91,86	-64,59	-29,99	-45,68	-523,99
<b>Crédit</b>	12,28	6,33	11,77	35,55	13,44
<b>Débit</b>	104,15	70,92	41,75	81,23	537,43
<b>4. Revenus secondaires</b>	169,16	116,98	95,59	153,78	122,27
<b>Crédit</b>	193,16	149,94	126,98	173,11	156,17
<b>Débit</b>	24,00	32,97	31,39	19,33	33,91
<b>B. Compte de capital n.i.a</b>	38,79	16,11	14,00	34,01	106,89
<b>Crédit</b>	40,73	18,00	17,96	36,26	108,43
<b>Débit</b>	1,94	1,89	3,97	2,24	1,54
<b>C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	1 077,62	367,68	911,13	930,73	419,80
<b>D. Compte financier n.i.a</b>	1 077,57	367,64	626,01	1 200,56	708,76
<b>1. Investissement direct n.i.a</b>	-193,42	-160,27	-203,63	-254,70	-191,87
<b>2. Investissement de portefeuille n.i.a</b>	-0,98	59,49	9,48	-49,79	-20,74
<b>3. Drivés financiers n.i.a</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>4. Autres investissements n.i.a</b>	1 346,16	556,47	820,15	1 505,06	921,38
<b>E. Erreurs et omissions nettes</b>	-0,06	-0,04	0,11	0,88	-0,10
<b>F. Solde global à financer</b>	58,92	-22,18	285,23	-268,95	-289,07
<b>G. Financement du solde global</b>	58,92	-22,18	285,23	-268,95	-289,06
<b>Avoirs de réserve</b>	-74,20	-88,05	133,68	-276,63	-353,20
<b>Crédits et prêts du FMI</b>	-19,09	-16,11	0,00	-19,80	0,00
<b>Financement exceptionnel</b>	152,22	81,98	151,55	27,48	64,14
<b>Tirages sur nouveaux emprunts</b>	152,22	81,98	151,55	27,48	64,14
<b>Remises de dettes</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Rééchelonnement de dettes existantes</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Rééchelonnement d'arriérés</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Tableau 16 : Le taux de change moyen du dollar américain sur le marché officiel et dans les bureaux de change agréés

<b>taux des bureaux des changes</b>	<b>juin-22</b>	<b>juil-22</b>	<b>août-22</b>	<b>sept-22</b>	<b>oct-22</b>	<b>nov-22</b>	<b>déc-22</b>	<b>janv-23</b>	<b>févr-23</b>	<b>mars-23</b>	<b>avr-23</b>	<b>mai-23</b>	<b>juin-23</b>
<b>Taux officiel</b>	8 645,00	8 626,26	8 587,64	8 608,00	8 571,93	8 554,34	8 552,75	8 543,96	8 530,66	8 526,22	8 505,39	8 508,30	8 512,00
<b>taux des bureaux des changes</b>	8 684,30	8 678,40	8 675,00	8 675,00	8 633,33	8 662,50	8 691,67	8 700,00	8 700,00	8 678,26	8 648,73	8 636,37	8 621,60

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 17 : Evolution des prix par fonction de la région de Conakry

	<b>juin-22</b>	<b>juil-22</b>	<b>août-22</b>	<b>sept-22</b>	<b>oct-22</b>	<b>nov-22</b>	<b>déc-22</b>	<b>janv-23</b>	<b>févr-23</b>	<b>mars-23</b>	<b>avr-23</b>	<b>mai-23</b>	<b>juin-23</b>
<b>Indice Global</b>	140,11	141,64	138,40	138,80	139,30	139,80	140,20	141,87	143,87	145,21	147,94	148,74	148,01
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	147,53	149,77	153,50	153,00	155,00	155,50	157,20	160,76	165,27	167,85	172,40	173,10	170,31
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	124,86	123,61	129,90	136,10	134,80	136,60	132,10	133,41	136,35	135,98	136,51	137,31	139,01
Articles d'habillement et chaussures	111,42	111,42	130,80	131,10	131,70	131,50	131,30	131,69	131,97	131,88	133,18	133,30	133,35
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	116,64	116,94	150,30	152,80	148,20	151,90	150,50	153,34	157,36	162,13	173,41	177,90	180,63
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	154,05	155,17	144,00	149,10	147,90	149,50	147,30	149,19	150,99	150,80	152,55	153,70	152,63
Santé	120,06	120,34	144,80	144,00	146,40	145,40	145,50	145,84	147,15	146,91	148,24	149,42	147,92
Transports	133,36	133,36	127,30	127,60	127,70	127,70	127,80	127,89	127,90	128,15	128,19	128,27	129,04
Communication	325,55	325,55	104,40	104,40	103,90	104,50	104,50	105,10	105,10	105,16	105,10	105,16	105,25
Loisirs et culture	108,99	109,55	113,10	113,90	114,50	114,50	114,60	114,33	114,37	114,74	113,91	114,20	113,77
Enseignement	108,89	108,89	127,50	127,50	131,60	131,20	131,20	131,19	131,19	131,31	131,32	131,79	131,79
Restaurants et Hôtels	123,41	123,41	133,00	134,00	134,00	134,00	134,00	134,23	134,23	134,48	135,06	135,49	135,49
Biens et services divers	139,04	139,04	125,60	126,00	126,40	126,60	126,90	127,18	127,30	127,64	127,92	128,65	128,18

Source : Institut National de la Statistique

Tableau 18 : Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)

	juin-22	juil-22	août-22	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22	janv-23	févr-23	mars-23	avr-23	mai-23	juin-23
AVOIRS EXTERIEURS NETS	17 408	18 189	17 544	17 244	19 037	20 093	20 352	20 007	19 160	17 033	15 457	14 784	18 271
Banque Centrale (1)	12 150	11 659	11 436	11 300	11 816	12 109	12 193	12 317	12 356	10 378	8 863	8 101	11 581
(en millions de dollars)	1 349	1 295	1 270	1 255	1 312	1 345	1 354	1 368	1 372	1 152	984	900	1 286
Or	1 387	1 387	1 387	1 387	1 387	1 410	1 264	1 264	1 264	1 319	1 296	1 296	5 527
FMI	-3 537	-3 479	-3 440	-3 358	-3 373	-3 440	-3 494	-3 541	-2 867	-3 299	-3 307	-3 258	-3 111
Position de réserve	340	340	340	340	340	340	340	340	340	340	340	340	340
Avoirs en DTS	711	699	686	675	673	675	683	692	658	1 027	1 034	1 027	805
Avoirs en devises (net)	13 250	12 712	12 464	12 256	12 791	13 124	13 400	13 562	12 960	10 991	9 501	8 697	8 020
Banque de Dépôts	5 257	6 531	6 108	5 944	7 221	7 984	8 159	7 690	6 804	6 655	6 594	6 684	6 690
AVOIRS INTERIEURS NETS	24 395	25 827	26 922	26 581	26 827	27 421	29 247	28 812	30 034	34 593	34 648	35 914	32 580
<i>Dont Avoirs Intérieurs Nets BCRG</i>	6 099	6 818	6 347	5 593	5 835	5 645	6 342	6 402	7 883	11 442	10 986	12 978	8 707
Crédit intérieur net	32 604	34 120	34 880	34 091	34 385	35 013	37 253	37 149	37 428	38 397	37 439	37 478	38 222
Créances sur le Secteur Public	17 711	18 872	18 934	17 740	18 034	18 422	20 004	19 516	20 302	20 877	19 526	19 871	20 306
Créances nettes sur l'Etat	17 487	18 651	18 738	17 544	17 851	18 077	19 176	18 734	19 535	19 875	18 813	19 313	19 618
BCRG (avec stock dette titrisée)	8 281	9 808	9 210	8 854	9 063	8 819	9 575	9 232	9 828	9 739	8 992	9 329	9 352
BCRG (hors recapitalisation)	3 935	5 462	4 864	4 508	4 718	4 474	4 882	4 538	5 135	5 045	4 299	4 636	4 658
Banques	9 207	8 844	9 528	8 690	8 788	9 257	9 601	9 502	9 706	10 136	9 821	9 984	10 267
Créances sur les E/ses Pub	224	221	196	196	183	345	828	782	767	1 002	713	558	687
Créances sur le Secteur Privé	14 893	15 248	15 945	16 351	16 351	16 592	17 249	17 633	17 126	17 520	17 913	17 607	17 916
. Créances compromises	1 328	1 312	1 301	1 135	1 051	1 070	1 117	1 081	1 083	1 075	1 109	1 107	1 133
dont provisions	856	862	867	835	830	851	849	856	870	881	911	939	940
. Créances saines	13 565	13 936	14 645	15 216	15 300	15 522	16 132	16 552	16 044	16 445	16 805	16 500	16 783
dont créances à MLT	5 604	5 667	5 693	5 918	5 979	5 985	6 163	6 123	6 272	6 341	6 401	6 263	6 249
Autres Postes nets	-8 209	-8 293	-7 958	-7 510	-7 559	-7 593	-8 006	-8 337	-7 394	-3 804	-2 791	-1 564	-5 642
Autres Postes nets (hors recapitalisation)	-3 863	-3 947	-3 612	-3 164	-3 213	-3 247	-3 313	-3 644	-2 701	890	1 902	3 130	-949
MASSE MONETAIRE	41 803	44 016	44 465	43 825	45 864	47 514	49 599	48 819	49 194	51 627	50 105	50 698	50 850
Base Monétaire	18 249	18 476	17 782	16 893	17 651	17 754	18 535	18 719	20 239	21 820	19 849	21 079	20 287
Monnaie en circulation	11 870	11 740	11 218	10 791	10 686	10 715	11 307	11 345	11 844	12 455	12 770	12 618	13 085
Dépôts à vue gnf	16 682	17 546	18 273	18 164	18 876	19 370	19 922	20 285	20 511	21 860	20 224	21 050	20 683
Dépôts à terme gnf	4 047	4 500	4 684	4 739	4 787	5 001	5 064	4 797	4 847	5 308	5 433	5 396	5 430
Dépôts en devises	9 204	10 230	10 290	10 131	11 515	12 428	13 306	12 392	11 992	12 003	11 677	11 634	11 652